

**Hybridation,
flexibilité :**
la transformation
des entreprises
pour s'adapter



GARD

> FORMATION

Se former et se reconvertir,
une démarche de plus
en plus nécessaire

> ENERGIES RENOUVELABLES

Le double pari de l'Occitanie

NOS GRANDS DOMAINES D' ACTIONS

Sauvetage • Accueil • Santé • Retraite • Éducation

Nous avons besoin de vous !



5 maisons de retraite confortables dans un cadre quasi-familial



Dans ses 5 refuges, 2000 animaux hébergés quotidiennement et 1 500 adoptions réalisées annuellement



500 enquêtes, plusieurs dizaines de sauvetages et de procédures judiciaires annuelles



Une grande ferme éducative où les petits citadins viennent découvrir le monde animal



Premier centre de stérilisation et des soins gratuits pour animaux sans maîtres



6 dispensaires qui assurent plus de 30 000 opérations chirurgicales, stérilisations, consultations et soins

CHIFFRES EN 2021

Assistance aux Animaux, c'est
65 000 donateurs fidèles
150 salariés et plus de
160 bénévoles et amis des bêtes
tous dévoués à la cause animale.

COMBATS ÉTHIQUES

Loisirs cruels, trafics, transports, élevage, abattage, justice, législation, méthodes substitutives, la Fondation étend son action partout où la défense animale s'avère nécessaire.

Réalisation : e-look - contact@e-look.fr - Décembre 2022

Siège national

23, avenue de la République - 75011 Paris
contact@fondationassistanceauxanimaux.org

l'édito

(R)évolutions

« Il faut être absolument moderne », a écrit Arthur Rimbaud voilà près d'un siècle et demi. Alors que la situation économique et géopolitique de ce début de XXI^{ème} siècle pourrait donner envie de céder aux sirènes des déclinistes et autres distillateurs de tension sont celles qui permettent de réelles évolutions. La crise sanitaire et les confinements successifs ont rebattu les cartes de nombreuses valeurs et accéléré la transition numérique. Les salariés ont fait l'expérience que la quête de sens et la recherche du bonheur en entreprise sont des éléments fondamentaux, tandis que la flexibilité et les nouveaux enjeux économiques obligeaient à réfléchir sur la mobilité et la formation tout au long d'une carrière.

De vastes sujets quasi philosophiques, qui interpellent à tous niveaux mais qui également interrogent sur l'entreprise de demain, la parité, la responsabilité sociale et environnementale, l'hybridation du travail et les nouvelles aspirations. Dans ce numéro exceptionnel Éco & Entreprises 2023, nous sommes penchés sur l'économie régionale, afin de mettre sous les feux des projecteurs ces pépites qui inventent l'économie de demain à l'image de Port-la-Nouvelle qui s'équipe pour devenir le hub de l'éolien flottant en Méditerranée, de Futur Gaïa qui invente les fermes économes en eau, de VSB Energies Nouvelles qui s'intéresse à l'agritoltaïque, d'Oxilia qui développe une plateforme de mise en relation d'aide à domicile, etc. Des start-up aux banques qui accompagnent la transition énergétique, des entreprises de l'économie circulaire à

ces entrepreneurs qui font le pari de la marque employeur, nos équipes ont pris le pouls d'un monde en marche, qui permet de mieux connaître notre environnement immédiat, et qui n'est pas près de s'arrêter !
Bonne lecture ■ DTR

« Éco & Entreprise »
15 décembre 2022.
Cahier édité par la Société du Journal Midi Libre, Société anonyme au capital de 6 278 802 €, dont le siège social est Rue du Mas de Grille - 34430 Saint-Jean-de-Védas, immatriculée sous le numéro 456 801 158 au RCS de Montpellier.
Directeur de la publication : Jean-Benoît BAYLET.
Conception et réalisation : L'Agence. **Rédaction :** L'Agence by Canal d'Occid Didier Thomas-Radux (coordination), Hubert Vialatte, Pierre Havez, Justine Bonnerie, Marie Dupas, Denis Dupont. **Crédit photos :** archives.
Imprimé par Impact Imprimerie - 5911 Route du Frouzet, ZAE Les Hautes Garrigues, 34380 Saint Martin de Londres.



Publi-rédactionnel

MBS À LA POINTE DE LA FORMATION

Avec son offre de formation continue, Montpellier Business School (MBS) se montre proche des problématiques sociétales pour préparer les cadres aux enjeux de demain.

Les nouveaux besoins des métiers en constante mutation poussent les actifs à se requalifier ou à développer des compétences transverses tel que : la gestion de projet, la communication, l'adaptabilité, le leadership : « Opter pour la formation Executive MBA à MBS, c'est choisir de développer sa pensée critique et adopter une posture plus performante », explique Marie, une alumni du programme. La formation Executive MBA intervient alors comme un booster de carrière pour les cadres, leur permettant de monter en compétences mais aussi d'accéder à des postes à responsabilité.

Aujourd'hui, les valeurs et le sens donné au travail prennent une place

prégnante chez les professionnels. Dans cette optique, l'Executive MBA (niveau Bac +5) de MBS propose des cours et des certifications autour de la responsabilité et de la transformation sociétale des entreprises, de la transition écologique, de la green supply chain ou encore du management de la diversité et de l'inclusion. MBS développe également des formations qualifiantes, certifiantes et diplômantes en présentiel comme en ligne pour former à ces enjeux. L'école propose aussi des solutions de formation sur-mesure et de conseil pour toutes les entreprises du territoire. A la rentrée 2023, un Executive Bachelor (niveau Bac+3) sera proposé pour préparer les futurs managers d'unité d'affaires.

« Nos programmes de formation continue sont positionnés sur l'innovation managériale, la transition écologique et sociétale, et la transition digitale de l'organisation », conclut Oussama Ammar, directeur des programmes au sein de MBS.



MBS
2300 Av. des Moulins
34080 Montpellier
Tél. 04.67.10.25.00

EN CHIFFRES

5000
entreprises
partenaires

2^E
Grande École de
management pour
changer le Monde*

125 ANS
d'existence

*selon le classement Les Echos Start - Change Now

3000
collaborateurs
formés depuis
2010

FORMATION

« Il faut dégager les managers de



Pour Julien Granata, le management doit se réinventer.

JULIEN GRANATA

Hybridation du travail, « Grande démission », « Quiet quitting »... la pandémie du Covid-19 a profondément modifié les rapports des employés avec leurs entreprises. Désormais il faut donner du sens à son travail. Julien Granata, Professeur Associé à Montpellier Business School et chercheur à Montpellier Recherche en Management, auteur de plusieurs ouvrages dont « Le Management libéré » (Editions Dunod), décrypte les changements et les enjeux de DRH.

À l'issue de la pandémie, le rapport au travail a tant changé que cela ?

Des phénomènes déjà visibles se sont accentués. Les idées préconçues sur le télétravail sont définitivement tombées et l'expérience forcée du confinement s'est avérée une réussite pour sa généralisation. Autre changement notoire : le « quiet quitting » ou « démission silencieuse », mais avant la pandémie on parlait déjà du phénomène « live now, work later » pour des salariés

désirant réduire leur temps de travail afin de faire du sport ou récupérer leurs enfants plus tôt à l'école. La pandémie a accéléré la prise de conscience que le monde est imprévisible et qu'il faut profiter de la vie. Les anglo-saxons qualifient de « blurring » ce nouveau besoin de s'accomplir en dehors de la vie pro. Ajoutons que l'accélération de l'usage des outils de visioconférence, et de la digitalisation, ont favorisé cette distanciation avec le lieu de

travail et la personnalisation des horaires. Ce qui a donc changé, c'est le refus que le travail vienne contrarier des événements de la vie.

« Plus que jamais le management doit s'individualiser »

D'où vient le phénomène ?

Le quiet quitting est un mouvement lancé par des jeunes travailleurs. Sa source réside dans un mauvais management qui contraint, désenchante, formule des urgences de fin de journée, impose des horaires à tous sans concertation. Le premier signe avant-coureur est le respect strict du contrat avec des salariés partant à l'heure sans faire une minute de plus ou en refusant de réaliser une tâche qui n'est pas prévue dans la fiche de poste. Je ne compte plus les managers qui se mettent en difficulté à cause des horaires imposés. D'expérience, c'est l'une des raisons principales des départs des talents ou de la démission silencieuse de ceux qui ne peuvent pas partir. Aujourd'hui, plus que jamais, le management doit s'individualiser en s'appuyant sur des piliers de la motivation que sont la responsabilisation et l'autonomie.

Le « quiet quitting » est-il bien appréhendé par les entreprises de la région ?

Oui et non. Oui car bon nombre se plaignent du manque d'engagement d'une partie de leurs salariés. La nouveauté, c'est la prise de conscience générale d'agir. En revanche, les mesures généralement prises ne sont pas encore à la hauteur de l'enjeu de la crise de l'engagement. En France, pour les études les plus pessimistes, des travailleurs seraient désengagés. Lorsque l'on sait qu'au-delà de faire le strict minimum, les désengagés nagent à contre-courant pouvant même mettre des bâtons dans les roues, c'est tout bonnement catastrophique. Souvent, les jeunes sont injustement ciblés. Le phénomène touche tous les âges, mais

statistiquement plus les jeunes que les autres, car ils sont mobiles et moins contraints à faire semblant. Cela nous renvoie à la juste réalité d'un monde du travail à repenser urgemment. Ce qui pousse au moindre effort, c'est en premier lieu les chefs qui imposent, contrôlent, sanctionnent et soutiennent peu.

Cela crée une vraie incertitude dans la gestion des RH ?

Bon nombre de postes à pourvoir ne sont pas pourvus. Le turn-over ou les absences à répétition sont tels que les entreprises se retrouvent en sous-effectifs permanents dans un contexte de suractivité. Cette suractivité freine l'adaptation à l'incertitude, qui demande de l'énergie. Malheureusement, au quotidien, les managers en ont de moins en moins car ils sombrent dans l'opérationnel et des process de recrutement fastidieux permanents qui viennent encore plus encombrer leur emploi du temps. Le stress des managers rejaillit sur leurs équipes et renforcent le ras le bol général.

Que peut faire une Direction des RH sans moyens financiers et en manque structurel de ressources humaines ? Pas grand-chose si la Direction Générale n'a pas conscience du problème et l'envie de transformer radicalement l'organisation, le rapport au travail pour faire communauté. Les DRH se retrouvent dans l'incertitude et sous pression tout autant que les managers et les salariés.

« L'employé modèle », c'est un fantasme de DRH ?

Pour la plupart oui. Pour avoir un employé modèle il faut avoir une gestion des RH modèle, soutenue par des dirigeants et une organisation cohérente. Bonne nouvelle : ça existe à condition que l'on entende par « employé modèle » un salarié qui exprime durablement son talent et non pas un salarié qui respecte strictement les règles en se pliant aux sollicitations urgentes de ses managers. D'ailleurs, un talent va plus loin et plus vite que ce que lui demande l'organisation. Il est commun pour les spécialistes du management de s'accorder sur le fait que le plus important est de fidéliser les talents indispensables à la survie d'une entreprise. La plupart des règles organisationnelles et de management, qui sont d'ailleurs

l'opérationnel pour gérer de l'humain »

faites pour façonner des employés modèles, sont en réalité des produits corrosifs pour les véritables talents. La kryptonite du talent ce sont les procédures, les horaires, les réunions interminables, les plans de carrière inventés par des services supports éloignés de la réalité du terrain et les managers qui croient savoir. Il faut valoriser les employés qui pensent et agissent en dehors des règles, car ce sont eux qui s'adaptent le mieux à l'incertitude. Un talent suit une trajectoire non conventionnelle, autrement dit il va plus vite et plus loin que les modèles.

Justement, la neurodiversité est à ses balbutiements dans les process de recrutement des entreprises ?

Totalement. Il convient de comprendre que nos cerveaux ne fonctionnent pas tous de la même façon et que l'école, ou l'entreprise, tend à valoriser le même type de neuropersonnalité soit des personnes rationnelles, inhibant leurs émotions, enclins à suivre les règles et à résoudre les problèmes selon la méthode apprise. Mais on ne pourra pas résoudre les problèmes du futur avec les solutions du passé ou en adoptant des comportements stéréotypés. La diversité et l'inclusion sont capitales pour des entreprises qui doivent devenir antifragiles, c'est-à-dire qu'au-delà de s'adapter aux crises elles devront se renforcer à leur contact. Il ne faut plus appréhender la diversité sous l'angle de la lutte contre les discriminations mais comme un levier de l'innovation et de la transformation.

Il ne faut donc pas se priver des différences ?

Prenons l'exemple des HPI (hauts potentiels intellectuels) qui sont depuis peu pris sérieusement en considération à l'école mais pas encore assez dans les entreprises. Les HPI anticipent des problèmes que d'autres ne voient pas tout en y apportant des solutions originales. Le revers de la médaille c'est qu'ils ne font jamais rien comme les autres, qu'ils n'entreront jamais dans un plan de carrière type, et qu'ils risquent à ce titre d'être

ostracisés, voire discriminés. C'est un casse-tête pour le management qui tend à définir des cadres et règles collectives. D'autres neuroatypiques, qui représentent tout de même 10 à 15 % de la population, comme les troubles Dys (dysgraphie, dyslexie, etc.) ou ceux de l'attention (TDAH) sont des trésors pour penser différemment. Il ne s'agit en rien d'élitisme ou de considérer que les neuroatypiques sont plus talentueux que les neurotypiques, car c'est faux. La prise en considération de la neurodiversité est un enjeu d'avenir pour s'adapter à l'incertitude. Dans un monde VUCA, acronyme signifiant « Volatilité, Incertitude, Complexité et Ambiguïté », qui va nécessiter des capacités d'adaptation de l'humanité tout entière pour se réinventer, la pleine expression des profils atypiques s'avère un enjeu crucial pour toutes et tous.

« Le manager ne peut plus se reposer sur ses compétences pour être respecté »

L'hybridation du travail est-elle en train de modifier l'emploi ?

L'hybridation du travail est une solution pour s'adapter aux nouvelles attentes de flexibilité du travail et de diversité des profils. Pour autant, le défi à relever est colossal pour les managers qui doivent parvenir à fortifier les relations pour faire sens commun malgré la distance. Ils risquent de s'y épuiser. Entre bureaux multiples, bureaux flex ou partagés, espaces de coworking, télétravail à domicile, télétravail hors domicile, comodalité (c'est-à-dire la simultanéité d'une partie de l'équipe en présentiel et l'autre en distanciel à l'occasion de temps commun), le tout variant d'une semaine sur l'autre, le management devient un métier

qui se complexifie et requiert d'y consacrer quasi exclusivement son temps. Le travail devient phygital, c'est-à-dire qu'il doit être réalisé de manière identique que l'on soit physiquement présent ou à distance.

Il n'y a pas de risques ?

Les évolutions liées à l'hybridation portent sur l'importance prises par les plateformes collaboratives pour maintenir le lien. Plus pernicieuse, bon nombre de collaborateurs se contactent en visioconférence alors qu'ils sont à quelques bureaux de distance. Certains ne se posent plus la question du présentiel en réunion et se connectent systématiquement à distance. Il faut rappeler que la solitude est un fléau et que les connexions virtuelles ne comblent en rien ce sentiment voire au contraire l'aggravent. L'hybridation du travail doit être couplée de rituels d'équipe plus réguliers et d'une plus grande attention à la dimension psychologique.

Si les salariés ont fait leur mutation, les managers ont-ils fait la leur ?

75 % des salariés qui quittent une entreprise quittent en réalité leur manager. Le manager doit s'investir dans l'humain, le psychologique, le communautaire, le sens... et pour cela il a besoin de temps et doit être lui-même supervisé dans son rôle d'accompagnant. Mais si les managers sont pris d'assaut par de l'opérationnel ils génèrent du stress, mais pas du sens. La grande mutation du management est de considérer qu'il s'agit d'un métier de l'accompagnement humain et qu'à ce titre, comme le sont des psychothérapeutes ou certains personnels soignants, les managers doivent être soutenus par un superviseur.

Le manager ne peut plus se reposer sur ses compétences pour être respecté. Tous les métiers se fragmentent, s'hyperspécialisent et évoluent très vite avec de surcroît une accélération des technologies. Il n'est donc plus le garant de la compétence et doit dépasser le paradoxe d'individualiser l'accompagnement des compétences tout en générant du collectif.

Sur quelle ressource alors l'entreprise peut-elle s'appuyer ?

Les dates de péremptions des compétences se raccourcissent, les fiches de postes s'avèrent parfois obsolètes avant même la prise de poste effective du recruté. Les spécialistes sur qui il faut à présent miser, ce sont les salariés. Les managers décrochent car ils ne peuvent pas suivre ou s'accrochent à leur autorité en vain. L'issue reste fatalement l'autonomie et la responsabilisation des salariés. C'est le grand dilemme actuel des DRH : dégager les managers de l'opérationnel pour gérer de l'humain, alors que ces derniers manquent de ressources pour pallier les urgences opérationnelles.

L'entreprise libérée pour plus d'agilité

Julien Granata, qui enseigne le management libéré à MBS et intervient auprès de groupes français en tant que formateur, coach ou conférencier est coauteur avec Annabelle Jaouen - également professeur à MBS - de « Management libéré » paru voilà un an. Thalès, La Pinière, Extia, Aepsilon, ESII... Ce sont les process agiles d'innovation propices à la responsabilisation des collaborateurs de sept entreprises qui sont passées au crible. Une analyse pointue sur les ressorts de l'agilité individuelle et collective et sur le rôle même des entreprises.



À Montpellier, le restaurant La Réserve Rimbaud ne sert plus le week-end !



Charles Fontès et son équipe, qui ne travaille désormais qu'en semaine.

Petite révolution dans le monde de la haute cuisine montpelliéraine : Charles Fontès, le chef étoilé du plus ancien restaurant gastronomique de la ville, a décidé de fermer les samedis et dimanches, jours pourtant prisés des clients. Pour lui, il faut repenser le métier de restaurateur pour garder des salariés.

200.000 à 250.000. C'est le nombre de postes qui seraient vacants dans les métiers de l'hôtellerie-restauration depuis la fin du confinement. En raison des réorientations professionnelles des personnels pendant la pandémie, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration vit une pénurie historique. Qui oblige les chefs d'entreprise que sont aussi les chefs propriétaires, à trouver des solutions. Certains

augmentent les salaires, logent leurs employés ou attribuent des avantages en nature. D'autre aménagent les horaires d'un métier vécu comme trop pénible. Le chef-cuisinier Charles Fontès propriétaire de La Réserve Rimbaud, superbe restaurant aux bords du Lez à Montpellier et qui depuis 1902 enchante les amateurs et les gourmets, vient de faire une révolution de velours

avec une décision totalement atypique pour un restaurant gastronomique, voire tabou. Après 15 ans de gestion classique de son établissement avec des jours d'ouverture étalés entre le mardi soir et le dimanche midi, le plus ancien restaurant étoilé de Montpellier - il a une étoile Michelin depuis 2010 - a décidé depuis septembre, de fermer le week-end, samedi et dimanche compris, là où il y a logiquement la meilleure clientèle, mais d'ouvrir le lundi quand la plupart des restaurants de la ville sont fermés.

S'adapter aux nouveaux modes de vie « À la Réserve Rimbaud, la moyenne d'âge est de 23-25 ans. C'est en concertation avec mon équipe de près de 25 personnes que j'ai décidé de faire cette révolution afin que mes salariés disposent de deux vrais jours de repos », analyse le chef-cuisinier qui rappelle que cela est assez classique à Paris. Cela fait longtemps que Charles Fontès fait le constat que le métier de la restauration gastronomique, avec ses horaires à rallonge, ses pauses dans la journée dont on ne peut rien faire, est à l'heure du « quiet quitting » et de la quête de sens, une aberration. « Les écoles hôtelières sont remplies, mais au premier stage ou à la première expérience professionnelle, quand ils découvrent qu'il faut travailler quand les autres sont au repos, ils sont dégoûtés du métier, explique

Charles Fontès, il fallait bien trouver des solutions pour qu'ils restent et s'adapter aux modes de vie ». Trois mois après cette décision radicale, le bilan est bon : « On fait le plein le lundi midi, ce qui me rattrape le samedi. Et le lundi soir on fait 80 % du dimanche. Au total, je fais un peu moins de chiffre d'affaires mais c'est plus simple pour gérer les congés, même s'il faut un peu jongler », confie le chef-cuisinier, adepte d'un management souple et individualisé.

La solution de doubler les équipes Au restaurant Anga, table gastronomique montante du centre de Montpellier, voilà un an que l'organisation a été revue. « Nous sommes ouverts six jours sur sept avec une moyenne de soixante couverts par jour et nous avons pris le parti de faire deux équipes. Nos dix salariés bénéficient ainsi de trois jours de repos consécutifs. Nous avons ainsi toujours au moins deux personnes en cuisine, ce qui permet de ne pas avoir à fermer durant l'année. Et comme les équipes alternent entre début et fin de semaine, ils disposent tous les deux mois d'une semaine de congés », explique Cyril Garcia. À Béziers, la brasserie Pica Pica est depuis son ouverture, constituée avec deux équipes mais le restaurant est ouvert sept jours sur sept. À Narbonne, le restaurant Les Grand Buffets a procédé à une augmentation de salaire de plus d'un tiers, en deux temps.

Des primes coup de pouce pour compenser le coût de la vie

En raison de l'augmentation du coût de la vie, Stéphane Dotari le président de Sud Métal Provence à Nîmes, a décidé en septembre dernier de débloquer une prime globale de 20.000 € pour les dépenses en carburant de ses collaborateurs. Chaque employé de l'entreprise de métallurgie a perçu une prime de 400 €. Avec sa DRH, le PDG a mené une réflexion sur la hausse du coût de la vie et l'impact qu'il pourrait avoir auprès de ses collaborateurs. « Nous voulions aussi récompenser nos salariés, indispensable à la

vie de l'entreprise, pour leur investissement et leur travail au quotidien » a expliqué sur les antennes de France Bleu Gard-Lozère le chef d'entreprise. Dans d'autres sociétés, ce sont des vélos en location qui sont proposés aux salariés à tarif préférentiels pour favoriser les déplacements doux. Le vélo de fonction est ainsi en train de devenir le nouvel attribut des avantages en nature, à la fois pratique et éco-responsable. À Montpellier, deux sociétés proposent désormais la location de vélos électriques :

Nuwo qui vient de s'installer après s'être déjà implantée à Rodez et Toulouse et Zenride, présente depuis 2020 et qui compte dans son portefeuille des entreprises comme les Mutuelles du Soleil ou Allianz Trade ou bien encore La Brigade de Vélo. Une activité en croissance, portée par la réforme législative qui oblige les entreprises de plus de 50 salariés à mettre en place un plan de mobilité de ses collaborateurs et qui propose également un forfait mobilité durable avec un petit avantage fiscal pour l'entreprise.

400€ de primes chez Sud Métal Provence.



TERRITOIRE D'ÉNERGIE GARD SMEG ACTEUR DE PREMIER PLAN EN TERMES D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIES

Territoire d'Énergie Gard SMEG augmente donc ses compétences initialement orientées vers le renforcement des réseaux électriques principalement en milieu rural.



Eclairage public - Breau
Avril 2022

Il y a un an, le SMEG, Syndicat Mixte de l'Électricité du Gard est devenu Territoire d'Énergie Gard SMEG. Une volonté nationale comme l'indique Roland Canayer, Président. « La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, FNCCR, dont je suis Vice-Président au niveau national a souhaité que l'ensemble des départements ait un même nom : Territoire d'Énergie. A côté nous avons gardé SMEG ».

En parallèle les missions évoluent considérablement. Le syndicat était dédié en 1994 au renforcement des réseaux en particulier en milieu rural ; aujourd'hui « presque tout est fait », constate le Président. De nouvelles compétences lui sont rapidement octroyées. « Au niveau national nous sommes en charge des économies d'énergie. Nous aidons les collectivités à faire des diagnostics financés à 50%. Nous sommes en train de créer une SEM avec le Département du Gard et la SEGARD pour soutenir les travaux des collectivités afin d'équiper les bâtiments en énergies renouvelables comme des panneaux photovoltaïques, des ombrières couvrant les parkings destinés à alimenter les bornes ». Parlons Éclairage Public, à ce jour, 80 communes ont transféré leur compétence afin de remplacer les lampes énergivores par des LED ;

c'est 80% d'énergie économisée.

GROUPEMENT D'ACHAT, AUTRE SOURCE D'ÉCONOMIE

« Nous avons travaillé avec la Lozère et les Hautes-Pyrénées pour que, à l'image du Pic du Midi, le Parc Naturel des Cévennes devienne ciel étoilé. Ce sont les deux seuls à détenir le label « Réserve internationale de ciel étoilé », RICE, en Europe ; les deux sont en Occitanie ! », résume Roland Canayer. Sur ces sites, les lampes LED regardent le sol ; pas de lumière vers le ciel. Territoire d'Énergie Gard SMEG, est aussi Lauréat du programme ACTEE, Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique porté par la FNCCR. « Pour les adhérents au niveau national, l'enveloppe passe de 100 millions à 220 millions d'euros distribués aux collectivités qui entrent dans le programme ACTEE ».

Le groupement d'achat se révèle être une autre source d'économie pour les communes ; il fonctionne depuis quatre ans. « Nous payons moins cher pour l'électricité grâce au volume acheté. Le marché vient d'être renouvelé. En 2023, nous devrions multiplier le prix de l'éclairage public par un et demi et pour les bâtiments par deux et demi ; certaines communes vont multiplier par

10 sans notre accompagnement. Notre groupement permet également d'aider les collectivités au cas de besoin.

« NOUS CIBLONS AUSSI LES SITES TOURISTIQUES »

Autre sujet en projet avec ENEDIS la suppression de tous les fils nus. « Ils sont responsables de 92% des pannes. Avec le vent, les fils s'entortillent et ils sont dangereux car un fil nu qui tombe n'est pas sécurisé ». Les services de Territoire d'Énergie Gard ciblent aussi plus directement les usagers. « Depuis 2016, nous sommes compétents pour la mise en place de bornes de rechargement des véhicules électriques ». Nous venons d'inaugurer une borne de recharge électrique de forte puissance à l'entrée de l'autoroute au Kilomètre Delta à Nîmes ; la recharge se fait en 15 mn. Nous travaillons aussi sur les sites touristiques comme l'Aigoual, le cirque de Navacelles ou le Pont-du-Gard ». Territoire d'Énergie Gard délivre également des conseils en termes d'achat de véhicules électriques, achat parfois compliqué par les choix à faire. Une structure qui a réussi à fédérer l'intégralité des communes ; un peu comme un exemple au niveau national !

« ACCOMPAGNER LES COMMUNES VERS LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ».



Inauguration de la borne au KM Delta à Nîmes



Territoire D'énergie
Gard-SMEG
4 rue Bridaine
30000 Nîmes
Tél. 04.66.38.65.75
contact@territoireenergiegard.fr
www.territoireenergiegard.fr

EN CHIFFRES

170 bornes de recharges dont 5 rapides pour le Gard
14 bornes en 2022, dont 4 super-chargeurs aux sorties d'autoroute

20 bornes supplémentaires prévues en 2023
191 opérations électricité pour les infrastructures en 2020

75 opérations télécom en 2020
91 opérations éclairage public en 2020

Reconversion professionnelle, mode d'emploi



© Pixabay

De plus en plus de salariés souhaitent se reconvertir pour changer de métier. Comment s'y prendre ? Formations, accompagnement, financement, assurance... De nombreuses aides et services ont été déployés en Occitanie.

Pôle emploi estime que les jeunes actifs actuels changeront en moyenne... 13 à 15 fois d'emploi au cours de leur vie ! Un nouveau paradigme à accompagner. Transitions Pro Occitanie est un réseau régional qui prend en charge les salariés souhaitant effectuer une reconversion professionnelle. Parmi

les dispositifs proposés : le projet de transition professionnelle, pour suivre une formation afin de se reconvertir ; le projet de reconversion professionnelle, qui fait suite à une démission ; le financement de la validation des acquis par expérience ; ou encore, la possibilité de passer la certification

CléA (certificat de connaissances et de compétences professionnelles), indique le rapport d'activité 2021 de Transitions Pro Occitanie. Par ailleurs, l'an dernier, Transitions Pro Occitanie a participé à quinze Salons Travail-Avenir-Formation (TAF), en Occitanie, afin d'aiguiller au mieux les salariés dans leurs projets de reconversion.

De son côté, Pôle emploi accompagne les salariés dans les cas d'une démission-reconversion en donnant droit à une allocation chômage, « ouverte aux salariés qui démissionnent et qui ont un projet de reconversion professionnelle », précise l'agence publique. Par ailleurs, Pôle emploi conclut des partenariats avec des entreprises, afin de faciliter le recrutement. La méthode de recrutement par simulation permet par exemple d'identifier des aptitudes et des prédispositions chez un candidat, en dehors de son CV. Exemple avec Transdev (transport de voyageurs), dont 90 % des embauches sont des reconversions !

La Maison de l'Orientat sensibilise aux différents métiers

À Montpellier, la Maison de l'Orientat, située dans le quartier Antigone, propose de nombreux ateliers : métiers de la

transition écologique, rencontre d'un développeur web (le 16 décembre) et des métiers de la santé et du médico-social à l'Espace Capdeville (9 et 10 décembre), espace Emploi formation sur le salon des énergies renouvelables Energaia (Parc Expos Montpellier, le 8 décembre)... Des ateliers qui permettent aussi de casser certaines idées reçues. Par exemple, les métiers des énergies renouvelables, dont l'image est attractive, présentent aussi des inconvénients : « ces filières recherchent activement des ouvriers qualifiés, des soudeurs... Autant de métiers industriels aujourd'hui délaissés, car ils sont contraignants : mobilité requise, zones d'intervention plutôt en mer ou en zones rurales... », analyse un observateur.

« En Occitanie, près de 600.000 personnes ne trouvent pas leur place sur le marché du travail. Alors qu'une entreprise sur deux ne parvient pas à trouver de candidat », souligne la Région Occitanie, qui alloue chaque année 320 millions d'euros à la formation professionnelle et la sécurisation des parcours. Le Pacte pour l'embauche, élaboré par la Région et décliné dans les treize départements, a pour vocation de lever les freins à l'emploi, par différents biais : accès à un logement, garde d'enfants, trajet domicile-travail...

François Trinh-Duc, de l'Ovalie à un groupe de conseil

Du rugby au management. Rugbyman renommé pendant dix-huit ans (dont douze au MHR à Montpellier), l'ex-international François Trinh-Duc, 36 ans, entame une seconde carrière. Titulaire d'un Master Grande École (Université de Grenoble), l'ex-demi d'ouverture est devenu directeur-associé de Fortil, un groupe d'ingénierie et de conseils en technologie. « Lors de mon passage à Toulon (où il a joué entre 2016 et 2019), j'ai rencontré Olivier Remini, fondateur et président de Fortil. Il m'a proposé de prendre la direction de l'agence de Montpellier, fraîchement créée », se remémore François Trinh-Duc. Son conseil pour transformer l'essai ? Être bien entouré. « C'est un enseignement

du sport collectif. La réussite des uns passe par celle des autres », rappelle l'ex-rugbyman, parfois en proie aux doutes dans sa nouvelle vie. « Avec l'entrepreneuriat, je découvre non pas la fatigue physique mais la fatigue mentale. Il faut être organisé, rigoureux, disponible pour les équipes, se remettre en question. Le sport de haut niveau est une bonne école pour cela. »

Le groupe Fortil compte 20 agences sur le territoire national. Chaque agence reverse 6 % de son résultat à une structure à impact du territoire, dans le cadre d'une démarche RSE. À Montpellier, Fortil soutient l'Institut Saint-Pierre (Palavas-les-flots), établissement de soins dédié aux enfants. « L'objectif est

de faire du mécénat de dotation et de compétences », souligne François Trinh-Duc. Basé à Paris, le groupe Fortil, qui emploie 1.500 collaborateurs, ambitionne

de devenir le plus grand groupe de conseil indépendant. Autre objectif : atteindre les 50 % d'actionnariat salarial d'ici 2027, contre 30 % aujourd'hui.



Sylvie Gouriou et son mari Fabrice.

« Lorsqu'on choisit ce métier, toute la famille est concernée »

Alors que les départements de l'Hérault (650 assistants familiaux agréés pour 1456 enfants accueillis en 2021) et du Gard font face à une pénurie de professionnels, Sylvie Gouriou, assistante familiale depuis près de 20 ans, à Moussac, évoque le parcours qui l'a conduit à ce métier intense mais gratifiant.

Pourquoi vous réorienter vers le métier d'assistant familial ?

Avec mon mari Fabrice, nous sommes devenus assistants familiaux ensemble, en 2006. J'étais alors secrétaire, et lui chauffeur routier. Nous avions la quarantaine et formions une famille recomposée avec quatre enfants, dont le dernier à charge d'un an et demi. Quand on démarre ce métier, on veut souvent sauver la terre entière avant de se heurter à la réalité du terrain. Nous voulions donner un peu de douceur à ces enfants aux parcours difficiles, les aider au maximum. Personnellement, j'y suis sensible car l'un de mes fils a eu un parcours compliqué avec des addictions. Mon mari, lui, a été placé en famille d'accueil quand il était petit. On ne fait jamais du social par hasard.

L'agrément est-il difficile à obtenir ?

Entre l'envie, l'obtention de l'agrément et le recrutement, c'est un parcours qui peut prendre entre six mois et un an. Il se compose d'un premier entretien seul, puis en famille, car lorsqu'on choisit ce métier, toute la famille est concernée, puis des tests psychologiques, des mises en situation afin d'évaluer nos capacités de réaction. C'est donc assez long mais c'est compréhensible car on ne peut pas confier ces enfants à n'importe qui.

Quel engagement cela demande-t-il au quotidien ?

Nous accueillons actuellement 5 jeunes placés. On ne reste pas tranquille chez soi en attendant qu'ils rentrent de l'école : cela demande beaucoup d'implication familiale et personnelle, 7j / 7j, 24 / 24h. Mon mari, lui, a été placé en famille d'accueil quand il était petit. On ne fait jamais du social par hasard.

appelle les « vampires de l'amour » ! Concrètement, il faut toujours assurer auprès d'eux, les rassurer la nuit quand ils font des cauchemars ou qu'ils sont malades, et, le jour, les accompagner à leurs rendez-vous psy, ergo, visites parentales, etc.

Faire ce métier à deux est-il plus facile ?

Avec mon mari, nous nous complétons. Il leur apprend à bricoler et à s'occuper des animaux, alors que je les aide à faire leurs devoirs, les écoute, etc. Chacun apporte des choses différentes et cela nous permet d'échanger sur ce que l'on fait. Comme nous sommes un couple - et que mon mari mesure 1,90 m pour 100 kg - nous accueillons beaucoup d'adolescents difficiles et mon mari a parfois dû gérer des fugues. Mais nous avons surtout connu de belles rencontres !

■ SIMPLON.CO, UNE FORMATION SOLIDAIRE AU NUMÉRIQUE

Implantée depuis 2018 à Castelnau-le-Lez, à côté de Montpellier, Simplon.co, entreprise sociale et solidaire, propose des formations inclusives et gratuites aux métiers techniques du numérique. Trois métiers principaux sont ciblés : développeur en intelligence artificielle, développeur Cloud et plus récemment administrateur cloud devOps. Objectif : « faire du numérique un levier d'inclusion pour révéler des talents, notamment les femmes », explique Philippe Coste, directeur de Simplon Occitanie. Plusieurs programmes sont proposés, tels que « Les Grands Programmes », qui donnent accès à une formation sur 4 à 6 semaines à destination du public féminin ou des jeunes décrocheurs scolaires. « Notre modèle pédagogique se base sur la pédagogie active, en apprenant en situation professionnelle (projets concrets, alternance, rencontres de professionnels...) », explique Philippe Coste. Simplon travaille avec plusieurs acteurs institutionnels, tels que la mairie de Castelnau-le-Lez, Pôle emploi et la Région Occitanie. Les formations donnent accès à des titres professionnels reconnus. Au total, une vingtaine d'entreprises sont partenaires du programme, dont Devensys Cybersecurity et CGI. Les prochaines formations à venir en Occitanie : Apple Foundation Program à Toulouse, Développeur Web et Web Mobile à Carcassonne, Labège et Alès, Technicien Supérieur Systèmes et Réseaux (TSSR) à Narbonne, TSSR en collaboration avec Ubisoft Montpellier à Castelnau-le-Lez et concepteur-développeur d'application DevOps à Castelnau-le-Lez et Toulouse. Le groupe Simplon.co détient 123 fabriques à travers 22 pays, dont 87 en France. Depuis sa création, plus de 21.000 personnes ont été formées dans le monde.



▲ Le garage Veyrunes se situe rue Francis Cantier à Nîmes.

GARAGE VEYRUNES LE SERVICE ET LA PROXIMITÉ DANS L'ADN

Le garage Veyrunes, racheté en 2020 par le Groupe Maurin, fête ses 50 ans. Ce changement majeur n'empêche pas ses collaborateurs de garder les valeurs qui ont fait le succès des frères Veyrunes. Entretien avec Jean-Marie Fages, Directeur de Toyota Groupe Maurin à Nîmes, Arles, Cavaillon, Alès et Avignon.

50 ans, c'est un bel anniversaire...

En plus de l'anniversaire, c'est l'histoire de ces jumeaux Benjamin et Aimé Veyrunes qui est intéressante. 50 ans plus tard, ce qu'ils ont créé existe toujours. C'est une vraie histoire locale avec des salariés fidèles qui font la particularité de cette concession.

COMMENT L'HISTOIRE A-T-ELLE DÉMARRÉ ?

Ce sont des jumeaux vendeurs chez Simca qui ont décidé de devenir concessionnaires Toyota autour d'un apéritif au bar de la Jeune France à Nîmes, route de Beaucaire.

POURQUOI CELA DURE DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE ?

La famille Veyrunes a été précurseur. Ces frères ont toujours mis en avant le service après-vente et une grande proximité. C'est l'ADN du garage. Pour ma part, je suis avec eux depuis neuf ans. Quand je suis arrivé, le service était très marqué.

On travaille pour et avec les clients, c'est comme ça que l'on fidélise. Ici, c'est culturel. La réussite du garage tient à la personnalité des jumeaux et leur état d'esprit.

Il existe aussi une grande fidélité avec la marque Toyota...

S'ils n'avaient pas été vendeurs chez Simca, il n'y aurait pas eu Toyota. On surfe, aujourd'hui, sur Toyota qui est le premier constructeur mondial et qui fait de l'hybride depuis 26 ans. Il faut savoir que Toyota est précurseur dans la technologie. C'est l'association entre un visionnaire en termes de service qui est le garage Veyrunes et un visionnaire en termes de technologie, Toyota. Avec une équation simple : fiabilité et inventivité.

QUELLE EST LA PHILOSOPHIE DU GARAGE VEYRUNES ?

C'est la proximité et la réactivité au bénéfice du service. On ne fournit ni la technologie ni le savoir-faire en termes de voitures. On amène à nos clients de la sympathie, de l'empathie à travers notre service. Notre job, c'est de dépanner le client, être auprès de lui, le conseil-

ler. Je m'occupe des concessions à Alès, Nîmes, Cavaillon, Arles et Avignon, je demande à toutes mes équipes d'avoir un état d'esprit de commerçant.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS QUE LE RENOUVELLEMENT DE VOS COLLABORATEURS SOIT MINIMALISTE ?

Il existe un fort attachement à la

concession. Je pense aussi que c'est un équilibre qui permet le bien-être de nos salariés qui peuvent se projeter chez nous. Mon cheval de bataille est que les clients soient satisfaits. Pour cela, il faut que nos salariés soient heureux. Ma passion est d'être commerçant et d'être proche de nos salariés.

Et lorsque certains de vos collabo-

Depuis deux ans, le garage Veyrunes est passé sous le pavillon du Groupe Maurin, un des groupes les plus puissants en France, pour poursuivre son histoire longue d'un demi-siècle et s'adapter à un monde de l'automobile plus que jamais en évolution. Emmené par Toyota, un grand constructeur, les garages imaginés en 1972 par Benjamin et Aimé Veyrunes s'engagent à garder la même qualité de service, de proximité et de fidélité pour satisfaire ses clients.

EN CHIFFRES

50 000
voitures neuves vendues dans le Gard depuis 50 ans

30 000
voitures d'occasion vendues dans le Gard depuis 50 ans

2020
le garage Veyrunes devient une concession du Groupe Maurin

Au centre, Jean-Marie Fages entouré des frères Veyrunes lors de la soirée de gala des 50 ans.



rateurs partent à la retraite, les nouveaux sont formés par les anciens... C'est plus qu'une notion de formation, il s'agit là de transmission. Quoi de plus beau qu'un nouveau vendeur formé par celui qui s'en va ? Quand un client vient à la concession, le vendeur lui présente son remplaçant. On est encore dans la proximité et la réactivité. Si le client a une question, il a un seul interlocuteur.

VOS CLIENTS SONT FIDÈLES. COMMENT L'EXPLIQUEZ-VOUS ?

Ce n'est pas à moi de l'expliquer. Il faut demander aux clients. Je souhaite que les salariés soient dans un esprit positif pour pouvoir mener un travail de qualité auprès des clients. Je pense à Paulette, une de nos clientes, qui vient voir Serge pour lui régler la climatisation l'été et le chauffage l'hiver. C'est une vraie anecdote. Paulette, c'est le passé et le présent. Mais aujourd'hui, il y a ces nouveaux clients qui doivent être bien reçus et bien accueillis.

LE MONDE DE L'AUTOMOBILE EST EN ÉVOLUTION. QUELS INGRÉDIENTS FAUT-IL METTRE POUR S'Y ADAPTER ?

Pour exister demain, il a fallu vendre. Aujourd'hui, nous avons besoin de faire partie d'un grand groupe automobile. Depuis deux ans, nous sommes avec le groupe Maurin, le quatrième groupe français avec un vrai savoir-faire et des moyens différents d'un petit groupe familial. Il faut aussi s'adapter à la stratégie des constructeurs. Depuis peu, tout le monde se dit être le champion du monde de l'hybride. Pensez-vous retrouver un meilleur niveau de fiabilité ailleurs que chez un constructeur qui fait ça depuis 26 ans ? Notre vrai métier de demain, c'est la mobilité et la flexibilité.

QUE METTEZ-VOUS EN PLACE POUR ACCÉLÉRER SUR CES NOTIONS DE MOBILITÉ ET DE FLEXIBILITÉ ?

Aujourd'hui, un client travaille, roule dans Nîmes intra-muros... Il a un petit véhicule, c'est parfait.

Le week-end prochain, il veut partir avec des amis en Espagne. Il pourra avoir accès à un véhicule six places. On le propose avec le programme Toyota Flex dans le cadre de la location. C'est une vision de Toyota que je partage. On travaille aussi sur Toyota Kinto Share dans le cadre de l'autopartage qui verra le jour en 2023. Nous vendons des voitures. Maintenant, on en loue en s'adaptant à la situation du moment pour le client. Nous souhaitons exister demain grâce à une relation forte avec nos clients, une identité. Quand le Groupe Maurin a racheté le garage Veyrunes, nous avons continué avec le même objectif : la satisfaction du client. Tout n'est pas une question d'argent.

« ON AMÈNE À NOS CLIENTS DE LA SYMPATHIE ET DE L'EMPATHIE À TRAVERS NOTRE SERVICE ».



Jean-Marie Fages est à la tête des concessions depuis neuf ans



Toyota - Garage Veyrunes
65 Rue Francis Cantier
30000 Nîmes
ZA le Capra, Rue Antoine Emile,
30340 Méjannes-lès-Alès

5
garages à
AVIGNON, CAVAILLON, ARLES, NÎMES
et MEJANNES LES ALES

+ 15 ANS
de présence pour la
majorité de
ses collaborateurs



Campus d'Alzön
Un nom, un horizon

**COMMERCE • INGÉNIEUR • INGÉNIEUR AGRO
VÉTO (ENV) • LITTÉRAIRE • SANTÉ
ÉNERGÉTIQUE • SÉCURITÉ
AÉRONAUTIQUE**

CPGE

BTS

BAC+3

institut emmanuel d'ALZON
Etablissements d'enseignement catholique privé sous contrat d'Etat

04.66.04.93.00
11 rue Sainte Perpétue 30000 Nîmes Cedex

www.dalzon.com [f](#) [v](#) [i](#) [in](#)

ÉLEVER RELEVER RÉVÉLER

**OPTIQUE • ÉNERGÉTIQUE • SÉCURITÉ
AÉRONAUTIQUE • PETITE ENFANCE
MÉTIER DU CHEVAL • ANIMATION
GESTION DES ENTREPRISES**

CFA d'Alzön
Un nom, un horizon

NÎMES

VESTRIC

BEAUCAIRE



■ COWORKING A MAUGUIO

Sofradam, contractant général spécialisé dans l'aménagement d'espaces de bureaux et de commerces, ouvre un espace de coworking de 100 postes, sur 1.500 m², face à son siège social à Mauguio. Investissement : 3,2 M€. Le projet est porté par la foncière de Sofradam, Hered Property. L'imprimeur en ligne Exaprint y installe 50 collaborateurs. Sofradam, présidée par Ludovic Badie-Cassagnet, réalise un CA de 14 M€, pour 35 salariés.

■ COLIVING A CASTELNAU

RedMan, Vinci Immobilier et Arcade remportent le lot 14 sur la Zac Eurêka, pour la construction de 13.700 m² à Castelnau-le-Lez comprenant 5.400 m² de bureaux, 6.800 m² de logements (seniors, sociaux et espaces de coliving), 1.500 m² de commerces avec un food-court, une halle des producteurs, une crèche bilingue, un coffeshop et un rooftop. Architecte : Chartier Dalix (Paris), Maxime Rouaud et Archigroup.

■ LA STATION A NIMES

La Station, pépinière d'entreprises innovantes de la CCI du Gard animée par le Bic Innov'Up, propose, à Nîmes, 1.400 m² dédié à la création et au développement d'entreprise, ainsi qu'à l'innovation. Un espace de coworking, installé au rez-de-chaussée, accueille les événements du BIC Innov'Up : petits déjeuners, afterworks... 6 start-up viennent de rejoindre La Station : ALGaia Project, Reeveer, Viteunprof, Ecl'Hair, Next Neurotech et La Box Médicale.



La future halle Nova

Cambacérés, vitrine des nouveaux usages tertiaires

Près de 300.000 m² de surfaces dédiées au tertiaire vont être construits dans le nouveau quartier Cambacérés, près de la nouvelle gare Sud de France à Lattes. L'occasion d'intégrer les nouveaux critères d'aménagement des bureaux.

Flex office, espaces extérieurs et accessibilité. Ce sont les principales demandes des entreprises, identifiées par Michel Peinado, directeur associé chez Arthur Loyd Occitanie Méditerranée, réseau spécialisé en immobilier d'entreprises. « La Covid a confirmé ces tendances déjà enclenchées, surtout l'importance de l'accessibilité, précise-t-il. Le temps passé pour se rendre au travail est l'une des premières sources de stress des collaborateurs ». Dessertes en voiture, en transports en commun ou en modes doux (vélos, trottinettes, etc.), et les services associés tels que

les bornes de recharges électriques ou les parkings à vélo sont désormais « incontournables pour le bien-être des collaborateurs ». La pandémie a accentué le besoin d'ajouter d'avantage d'espaces extérieurs, et de chambouler les modes de travail traditionnels. « L'aménagement des espaces pour faciliter le flex office (absence de bureau attitré, ndlr) est très demandé par les entreprises, avec aussi des espaces pour s'isoler ou travailler en équipe », relève Michel Peinado. L'équipement des bureaux évolue également. Connexion haut débit,

casques, outils de visioconférences sont devenus la norme.

300.000 m² dédiés au tertiaire

Les entreprises mettent en avant ces efforts pour fidéliser les employés et attirer de nouveaux talents. « Des bureaux décorés et confortables, c'est un argument très utilisé, surtout sur un marché du travail en tension », précise-t-il. Des critères d'aménagement qui seront intégrés dans les 300.000 m² de surfaces dédiées au tertiaire construits dans le nouveau quartier Cambacérés - Arthur Loyd fait partie des commercialisateurs. Située à proximité de la gare Montpellier Sud de

France, la zone Cambacérés est idéalement desservie. « Elle se trouve sur un nœud intermodal, avec à proximité la sortie d'autoroute, la ligne de tramway prévue en 2025, des pistes cyclables reliant à la ville, et l'aéroport », détaille Michel Peinado. Le plus important, selon lui : l'offre de service présente sur la zone, avec notamment la livraison de la Halle Nova en 2025, qui proposera « une large offre de restauration, une salle de sport, une conciergerie, un jardin... » Autant de services qui répondent à la demande des nouveaux salariés : avoir tout à proximité de son travail.

LA SNCF RÉINVENTE SES ESPACES DE TRAVAIL DANS LA TECH TOWER

Les bureaux de la SNCF entrent de plain-pied dans le XXI^e siècle. Le groupe ferroviaire va regrouper ses équipes montpelliéraines dans la future Tech Tower (6.000 m²), construite par le promoteur Promoval et située dans la Zac du Nouveau Saint-Roch. Environ 600 salariés s'installeront fin 2024 sur cinq niveaux et deux demi-niveaux. « Des bureaux dynamiques et des espaces de travail multiples y seront aménagés », explique Nicolas Caullier, gestionnaire de portefeuille tertiaire Occitanie au sein de la direction immobilière Grand Sud de la SNCF, dans le dernier magazine « L'œil » d'Arthur Loyd Occitanie Méditerranée.

Ce bond en avant dans le coworking et le flex office, synonymes d'espaces ouverts, mode collaboratif et cocréation, sonne aussi comme une révolution culturelle en termes de management. « À ce jour, que ce soit dans l'immeuble historique de la rue Catalan ou à la Tour Europa (Antigone), nous sommes encore dans des espaces cloisonnés, avec des portes fermées », concède Stéphanie Soler, responsable du pôle tertiaire et social pour la direction immobilière Grand Sud de la SNCF. Ce cadre suranné appartiendra à l'histoire ancienne dans la Tech Tower. Rapide visite : un atrium et un

vaste restaurant d'entreprise se trouveront au rez-de-chaussée. Les étages seront composés de salles de réunion de différentes tailles, avec espaces bibliothèque et comité d'entreprise. Différents espaces de travail s'offriront aux collaborateurs, entre bulles pour de petites réunions à 3 ou 4, box de confidentialité, bureau standard, postures hautes... Autre intérêt : la connexion à la gare. En effet, beaucoup d'agents se rendent en train sur leur lieu de travail et/ou vont fréquemment sur le site de Toulouse, lui aussi à proximité immédiate de la gare Matabiau.

■ **SEPTEO, PREMIER CENTAURE D'OCCITANIE**

Leader de la LegalTech, le groupe montpelliérain Septeo spécialisé dans les logiciels pour les professionnels du droit et de l'immobilier, poursuit sa croissance externe. La société qui compte déjà 2400 salariés, continue sa structuration en groupe et vient de racheter DP Logiciels, société lyonnaise spécialisée dans les solutions multi-plateformes. Septeo, qui va réaliser un CA de 300M€ en 2022, est le premier 'Centaure' d'Occitanie, terme désignant les start-ups dont les revenus récurrents annuels (ARR) dépassent les 100 millions de dollars.

■ **SMAAART S'ATTAQUE AUX ORDINATEURS**

Créée en 1986 à Saint-Mathieu de Trévières, Smaart est devenue, grâce à son revirement stratégique en 2017, l'un des leaders français du marché du smartphone reconditionné. L'entreprise, qui emploie 114 personnes, a réparé près de 120.000 smartphones en 2021, atteignant un chiffre d'affaires de 21M€. L'entreprise, rachetée par Econocom en mai dernier, s'attaque au reconditionnement des ordinateurs et lance 2 lignes de production pour traiter les PC et Apple.

■ **SORTIE DE ROUTE POUR POUSSE-POUSSE**

Prometteuse start-up perpignanaise créée en 2017, Pousse-Pousse avait mis au point un système de box de produits d'entretien zéro déchets avec une bouteille rechargeable par pastille. L'entreprise faisait partie en 2021 de la sélection des start-up où il faut investir selon le magazine Capital. La jeune société venait de signer un beau contrat de distribution avec Monoprix. Las ! La start-up en manque de trésorerie a été liquidée par le Tribunal de Commerce de Perpignan le 28 septembre.



Bertin Nahum, le fondateur de Quantum Surgical

Des succès made in Languedoc

On n'arrête plus Rachel Delacour et Bertin Nahum. Après avoir créé et vendu à des firmes américaines Bime Analytics et Medtech, les deux entrepreneurs triomphent avec Sweep et Quantum Surgical, avec deux reconnaissances marquantes, en octobre, outre-Atlantique.

« Une reconnaissance scientifique outre-Atlantique » : c'est ainsi que Bertin Nahum, président-fondateur de Quantum Surgical (100 salariés), réagit à l'obtention du prix Galien USA 2022 dans la catégorie start-up de medtech, le 27 octobre à New York, lors d'une cérémonie à l'American Museum of Natural History. La rapidité d'exécution de la start-up montpelliéraine, qui a inauguré son nouveau siège social, dans la zone Euréka, le 3 octobre à Montpellier a notamment emporté l'adhésion du jury, composé d'experts américains dans le domaine de la santé. « En seulement cinq ans, nous avons développé une plateforme

robotique dédiée au traitement mini-invasif et précoce du cancer du foie », rappelle l'entrepreneur, un ingénieur visionnaire de 53 ans, diplômé de l'Insa Lyon et de l'Université de Coventry. Sa solution assiste les radiologues interventionnels sur la planification, le ciblage et l'ablation percutanée de tumeurs du foie. Le robot Epione de Quantum Surgical n'intervient pas seul. Le but n'est pas de supprimer l'intervention humaine : « Les praticiens jouent un rôle essentiel pour permettre aux patients de bénéficier de traitements mieux ciblés et moins agressifs », explique-t-il. Deux robots Epione ont déjà été

vendus au CHU de Lyon et à l'Institut Gustave Roussy de Villejuif. Des négociations sont en cours avec des centres de références aux Etats-Unis et le CHU de Montpellier. Après avoir reçu l'appui de fonds internationaux, dont Ally Bridge Group et la Banque Européenne d'Investissement, Bertin Nahum prépare pour début 2023 une levée de fonds « comprise entre 50 et 100 millions de dollars. L'actionnaire historique, Ally Bridge Group, y participera ». Avec un regard tourné, là encore, outre Atlantique. « Il y a peu d'investisseurs en Europe capables d'accompagner des sociétés ayant

des ambitions comme la nôtre. Nous sommes un peu un ovni sur le Vieux Continent », regrette celui qui va s'installer pendant un an, à partir de septembre prochain, à Miami, pour y développer la nouvelle filiale américaine. L'opération financière doit permettre l'accélération commerciale avec une quarantaine de recrutements programmés. « D'ici à 18 mois, une vingtaine de dispositifs Epione seront installés, surtout aux Etats-Unis », projette Bertin Nahum. L'autre objectif de la levée de fonds est l'extension de l'utilisation du dispositif à d'autres tumeurs, telles que le pancréas, les poumons et les reins.

SWEEP : UN MINISTRE ET LES BERKELEY WORLD BUSINESS ANALYTICS AWARDS

La greentech Sweep, cofondée en 2020 par la montpelliéraine Rachel Delacour, aide les entreprises à mesurer et réduire leurs émissions de CO₂, via sa plateforme innovante de gestion. L'entreprise est elle-même exemplaire, ayant obtenu le label B Corp, certification exigeante en matière de RSE. Autant d'atouts qui ont attiré... Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture, devenu « chef impact officer » de Sweep en septembre. En clair, il supervise les questions liées à l'impact positif : transition écologique, diversité, inclusion... Il est notamment

chargé de mettre en relation toutes les parties prenantes autour de Sweep : clients, fournisseurs, organismes publics, associations... « Pour organiser un vrai dialogue autour du changement climatique, il faut que tout le monde soit interconnecté, et Julien Denormandie va permettre de naviguer dans des écosystèmes complexes. L'action pour le climat ne sera efficace que si elle est collective », déclare Rachel Delacour. Autre actualité pour Sweep : la victoire, en octobre, des Berkeley World Business Analytics Awards, dans la catégorie « Projet de l'Année »,

à l'Université de Californie, au Fisher Center For Business Analytics (FCBA). « Le FCBA est un groupe de recherche de premier plan pour l'avenir des données et des analyses. C'est un peu mon premier amour... », sourit la dirigeante, faisant allusion à Bime Analytics, sa première société. Ce prix « célèbre le travail pertinent, éthique et d'analyse. Notre expérience en analyse de données nous a aidés à placer les principes de veille stratégique au cœur de Sweep », conclut-elle. Sweep emploie une cinquantaine de salariés, tous en télétravail.

« La RSE est au cœur de notre dialogue avec les entreprises »



Nadine Faedo, Directrice de Bpifrance Montpellier. © BPI France

Directrice régionale de Bpifrance Montpellier, Nadine Faedo pilote les antennes de Montpellier et de Perpignan - Anne-Cécile Brigot-Abadie dirigeant la direction régionale de Toulouse. Elle détaille le rôle de Bpifrance et les dispositifs de soutien, alors que la transformation des PME vers une démarche RSE est devenue une urgence.

Je suis un entrepreneur. Quand dois-je contacter Bpifrance, et pour quoi ?

Toutes les entreprises sont concernées, quels que soient leur taille ou leur stade de développement. Bpifrance finance et accompagne les entreprises, à chaque étape, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse, du crédit aux fonds propres et offre des solutions de financement adaptées à chaque étape de la vie de l'entreprise. Nous accompagnons les entrepreneurs dans leurs projets de développement, de transition écologique et énergétique, d'innovation et à l'international. Au-delà des aspects purement financiers, nous proposons, en lien avec des cabinets de conseils et des organismes de formation reconnus, des solutions d'accompagnement adaptées aux start-up, TPE, PME et aux ETI.

Quelles sont les actions prévues par Bpifrance Occitanie en 2023 ?

Pour 2023, nous poursuivons et accélérons sur 4 axes stratégiques. Il y a tout d'abord le Plan Climat, pour accompagner les acteurs de la transition énergétique et écologique. Cela passe par des diagnostics, des financements (Prêt Vert, avec l'Ademe). Ensuite, notre plan French Fab marque notre volonté d'accompagner les efforts de réindustrialisation. Le plan Deeptech a pour objectif de soutenir les startup jusqu'à la phase d'industrialisation de leurs innovations. Enfin, le Plan Tourisme, fondamental dans notre région, vise à accompagner les entreprises touristiques dans leurs transformations digitale et de transition énergétique.

Quels sont les dispositifs de Bpifrance pour soutenir les entreprises ?

Nous soutenons les actions en faveur de la création d'entreprise, proposons des solutions de financement pour accompagner les entreprises en développement, systématiquement en partenariat avec les banques commerciales pour compléter les tours de tables. Nous disposons d'une branche sur le métier de la garantie, qui facilite l'accès au crédit aux entrepreneurs en couvrant une partie du risque bancaire, pouvant aller jusqu'à 70 %. Bpifrance est aussi expert du financement de l'innovation. Aussi, nous avons la capacité d'investir en fonds propres dans une entreprise au travers de prises de capital minoritaires. Les équipes aident aussi les entreprises régionales qui souhaitent se développer à l'international. Enfin, nous proposons des offres d'accompagnement et de conseils aux chefs d'entreprises pour les accompagner dans leurs décisions stratégiques et leur développement, via des diagnostics conseil et des programmes d'accélération.

Comment accompagner les PME dans leurs démarches RSE ?

Bpifrance place la RSE au cœur de son dialogue avec les entreprises, afin d'identifier les opportunités pouvant découler d'une meilleure prise en compte de ces enjeux. Nous soutenons par ailleurs la diffusion et l'échange de bonnes pratiques RSE (études de Bpifrance Le Lab, mises en relation...). Nous engageons aussi des actions de sensibilisation et de formation des entrepreneurs sur ce sujet, aujourd'hui primordial.

Quelles sont les actions menées avec la Région Occitanie ?

Lors de la crise sanitaire, avec la Région Occitanie, nous avons mis en place un prêt à taux zéro de soutien à la trésorerie des TPE et PME (Prêt Rebond). La Région a ensuite voté des dotations pour lancer un Prêt Relance, et met en place un accélérateur de croissance. En 2022, 29 entreprises l'ont intégré, dont des pépites héraultaises telles qu'Edater, Synia, Prism, Marc S.A., Orosys et Ziwit.

Chiffres clés en Occitanie

- > 70 salariés à Montpellier, Toulouse et Perpignan.
- > 4.861 entreprises accompagnées.
- > 413 entreprises accompagnées à l'export
- > Secteurs les plus soutenus :
 - Industrie 29 %
 - Services 18 %
 - Commerces 17 %
- > 70 % des entreprises financées par Bpifrance Occitanie sont des TPE (soit 3.043 entreprises). Les TPE-PME bénéficient de 78 % des financements de Bpifrance.

LA TÉLÉ A CHANGÉ.

Bientôt votre
hebdo Télé aussi.

Associez votre marque
à l'événement média de l'année !

Un nouvel hebdo-télé avec votre journal: **Diverto** !

L'hebdo TV se réinvente en 2023, découvrez Diverto ! Un magazine TV pour toutes les générations: L'incontournable actu TV et ses programmes, mais pas que : plateformes de streaming, séries, vidéos, jeux, livres, cinéma, podcast... Diffusé à plus de 300 000 exemplaires avec les journaux Midi Libre, L'Indépendant, Centre Presse, La Dépêche du Midi, La Nouvelle République des Hautes-Pyrénées et le Petit Bleu d'Agen, et quasi partout en France avec 3 000 000 d'exemplaires.

La puissance de **Diverto** en Occitanie :

- . 1.6 millions de lecteurs,
- . Durée de vie de 10 jours,
- . 84 pages de contenu,
- . 24 éditions publicitaires pour coller au mieux avec vos cibles.

- . En France : une couverture quasi nationale avec 3 000 000 d'exemplaires.

Lancement le 8 janvier 2023*

Soyez les premiers à découvrir nos solutions publicitaires et opportunités de distribution de prospectus avec **Diverto**, pour de l'ultra ciblage jusqu'à la Région entière (et la France).

Contactez-nous :
Tel: 04 3000 7000

- Samedi 7 janvier avec Centre Presse Aveyron
- Dimanche 8 janvier avec Midi Libre & L'Indépendant



L'Agence

LA COM EN CIRCUIT COURT

www.lagencedecomm.fr

Diverto

les plateformes



L'Abeille Verte est la 1^{re} entreprise à but d'emploi créé dans le cadre du dispositif.

Lodève : un plan inédit contre le chômage

Un acronyme abscon, pour une grande ambition. Au pied du plateau du Larzac, la ville de Lodève, qui compte 7.500 habitants, est la première commune d'Occitanie à bénéficier du dispositif national Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD).

La ville de Lodève à quarante-cinq minutes de Montpellier, minée par un taux de chômage élevé (20 %) persistant depuis la fin de l'industrie textile, a été sélectionnée avec 34 autres territoires. Une convention a été signée en juillet dernier par la maire de Lodève Gaëlle Lévêque, et le président du Département de l'Hérault. « TZCLD permet à des territoires de créer des entreprises à but d'emploi (EBE), à savoir des entreprises qui proposent uniquement des CDI dans des activités supplémentaires aux emplois déjà existants dans le territoire », souligne Alexei Tabet, coordinateur du projet TZCLD à Lodève. Une utilité territoriale, qui répond à des savoir-faire et des besoins, avec une notion de « volontariat et d'engagement ».

L'Abeille Verte montre la voie

En septembre, création de la première entreprise à but d'emploi : L'Abeille Verte. Celle-ci est divisée en

trois secteurs : réemploi de matériel autour d'une ressourcerie, production alimentaire et le maraichage, et services de proximité aux habitants. L'objectif est de créer des emplois qui ne doivent pas empiéter sur ceux déjà existants afin de ne pas fragiliser le tissu économique local. « 85 emplois ont déjà été créés », indique Alexei Tabet. À terme, deux cents créations d'emploi sont espérées. « C'est l'un des territoires les plus dynamiques, qui a connu une montée en puissance très rapide. C'est important que Lodève soit un phare pour toute l'Occitanie, qui compte de nombreux territoires avec du chômage de longue durée » confiait en octobre à Midi Libre Laurent Grandguillaume, président national du dispositif. Les EBE, sans but lucratif et créées spécifiquement par des associations locales qui recrutent en CDI des personnes sans emploi depuis au moins un an. Leur

équilibre économique est garanti par le fruit de leur activité et par le versement de salaires, au lieu de prestations sociales. « L'idée est de permettre aux personnes privées durablement d'emploi de retrouver du travail », résume Alexei Tabet. Deux conditions sont exigées pour bénéficier du dispositif TZCLD : habiter Lodève depuis au moins six mois et être privé durablement d'emploi. TZCLD est une loi d'expérimentation nationale, initiée en 2016. Le dispositif s'est étendu à cinquante autres territoires en 2020, à la suite de l'expérimentation positive en 2017 du dispositif sur dix territoires pilotes. Plus de 2000 emplois ont déjà été créés. Au niveau national, une seconde phase d'expérimentation a été lancée sur 137 autres territoires.

■ AU SERVICE DE LA RÉINSERTION DES JEUNES

Ouvert depuis le 31 janvier seulement, après deux ans de chantier et 14 M€ de travaux, l'Epide (Etablissement pour l'insertion dans l'emploi) d'Alès La Grand'Combe est déjà en cours de recrutement et d'admission de sa deuxième promotion. « Parmi nos premières sorties, trois de nos jeunes viennent de rentrer en emploi stable au service de restauration du Geiq (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) de Nîmes, et deux autres dans la vente au sein d'enseignes de sport et de jardinerie, se félicite la directrice Catherine Pech. C'est l'aboutissement de tout un travail sur les horaires, le respect des consignes de base, l'attitude, et les savoirs de base. En raison de leurs problématiques sociales, familiales ou personnelles qui les ont poussés à décrocher, il faut en effet parfois repartir de zéro avec eux, c'est pour cela que ça prend du temps ». Deuxième centre d'Occitanie après Toulouse, cet internat vient ainsi d'accueillir un peu plus de 130 volontaires âgés de 17 à 25 ans, sans emploi ni diplôme. Citoyenneté, valeurs républicaines, sport, savoir-être, permis de conduire : ces jeunes en décrochage scolaire ou en voie de marginalisation bénéficient gratuitement d'un accompagnement quotidien par une cinquantaine de formateurs, conseillers et moniteurs, afin de mûrir et concrétiser leur projet professionnel et de réinsertion.



© M.Anisset

David Tebib, du Chemin-bas d'Avignon à la présidence de l'USAM

Chef d'entreprise, président de club sportif, candidat aux élections municipales... David Tebib est un OVNI dans le petit mundillo nîmois. Avec un père maghrébin et une mère cévenole, il ne rentrait dans aucune case. Et a très tôt choisi d'avancer.

Après une enfance aux côtés de sa grand-mère maternelle dans le quartier populaire du Chemin-bas d'Avignon, à Nîmes, David Tebib a vite compris qu'il ne pouvait compter que sur lui-même. Aujourd'hui président de FTP Labo, prestataire pour l'affichage publicitaire, et de l'Usam Nîmes Gard, un des meilleurs clubs de handball français, l'entrepreneur de 52 ans a su bâtir sa réussite professionnelle. Son diplôme de CAP-BEP comptabilité en poche, il confie avoir voulu très vite voulu rentrer dans la vie active, « avec pour objectif l'indépendance financière ». Il débute dans un magasin de magnétoscopes, puis dans un vidéo-club où il devient associé à 24 ans. Il a l'idée de créer un

abonnement forfaitaire donnant accès à un nombre de cassettes illimités. Un filon pertinent, à une époque où les plateformes n'existaient pas. L'esprit entrepreneurial est inné chez David Tebib : enfant, il avait lancé un ciné-club clandestin chez sa grand-mère : contre 5 francs, les copains avaient droit à une projection et un goûter ! C'est avec Laurent Pumiglia que David Tebib crée la société FTP Labo en 2003. « Nos panneaux déroulants sont élaborés à partir d'un procédé breveté de fixation », explique-t-il. L'entrepreneur emploie cinq salariés en France et réalise un chiffre d'affaires « de plusieurs millions d'euros, dont 20 % réalisés à l'export ».

David Tebib explique son parcours insolite dans son livre « Tout est toujours possible » (éd.Plon), paru en 2021. Candidat malheureux aux élections municipales de Nîmes en 2020, le vice-président du Bic Innov'Up (CCI Gard) intervient fréquemment auprès des élèves des écoles et collègues défavorisés de Nîmes, avec des joueurs et cadres du club de handball de l'Usam Nîmes Gard, qu'il a repris il y a 10 ans. Le club a créé une section féminine seniors avec Marguerittes en juillet dernier.



■ NORDINE EL'OUACHMI, LA VICTOIRE D'UN AUTODIDACTE

Le montpelliérain Nordine El'Ouachmi a grandi à la Mosson. Pourtant, il est aujourd'hui président de la success story BuroStation, holding du groupe d'espaces de coworking Bureaux & Co (5 M€ de CA en 2021, 30 collaborateurs), créé en 2016. Un parcours d'autodidacte, déscolarisé à 13 ans dans un quartier difficile. « J'ai commencé à entreprendre à 20 ans, sans réseau ni financement, sans connaître les codes. C'est complexe, mais pas insurmontable », confie celui qui a tissé son premier réseau avec les travailleurs de son quartier. « Mon entourage travaillait principalement dans le secteur du bâtiment, j'ai remarqué qu'il manquait une structure pour développer les activités, chercher et négocier les contrats. Je me suis donc positionné sur ce créneau », se souvient-il. De fil en aiguille, le réseau s'est tissé à force de résultats. Nordine El'Ouachmi a su s'entourer des bons interlocuteurs (experts-comptables, avocats, banquiers, etc.), avant d'être ensuite incubé au BIC de Montpellier, puis à Station F à Paris. Une révélation. « Là-bas, nous avions à disposition tous les dispositifs pour réussir : French Tech et sa bourse, aides et subventions, Bpifrance, etc. », se rappelle-t-il. Depuis quatre ans, Nordine El'Ouachmi est vice-président de la FrenchTech Méditerranée et vice-président de la French Proptech. Il pilote la French Tech Tremplin, dispositif destiné à rapprocher le public éloigné de la tech (étudiants boursiers, issus de quartier prioritaire de la ville, etc.). Pour faire naître des nouveaux Nordine El'Ouachmi sur le territoire.



Le BIC préfère la maturation durable

Avec plus de 220 startups incubées depuis 1988, le BIC Innov'up - la pépinière fondée par la CCI du Gard - a eu le temps de voir éclore et grandir ses jeunes pousses après une maturation volontairement longue.

À Bessan, Gigamed accueille six nouvelles entreprises

La pépinière d'entreprises Gigamed, portée par Hérault Méditerranée et l'agence d'attractivité Blue, monte en puissance.

On ne peut pas la rater. Créée en 2020 par la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée, Gigamed, à la fois structure d'accueil de porteurs de projets, de pépinière et d'hôtel d'entreprise, trône en sortie d'autoroute A9, à Bessan. Déployée sur 2.150 m², résultat d'un investissement de 3,55 millions d'euros (avec le soutien de la Région Occitanie et de l'Europe) et bénéficiant d'une connexion très haut débit sécurisée (jusqu'à 1 Gb), Gigamed héberge une vingtaine d'entreprises.

Six nouvelles start-up, accompagnées par l'agence de développement économique Blue Invest in Sète Cap d'Agde, viennent de la rejoindre. Parmi les nouvelles recrues, Desk.community, une plateforme de mise en relation, pour télétravailler dans des espaces proches de chez soi. L'entreprise va lever 500.000 € en 2023 pour s'étendre à l'échelle nationale. De son côté, la styliste Marine Olacia lance sa marque de sport écoresponsable et rejoint Gigamed pour « bénéficier d'une vision économique et entrepreneuriale », confie-t-elle. Elle est également incubée à la Factory Club (Montpellier). « L'objectif est de développer la pépinière au-delà

des entreprises incubées ici », insiste Pascal Pintre, directeur de l'agence d'attractivité Blue.

Programme d'accompagnement

La pépinière met en place un programme d'accompagnement par des structures expertes partenaires (French Tech, CCI Hérault, ordre des experts-comptables...). Ce programme « porte sur des modules de formation liés à la gestion, au marketing, à la communication, à la stratégie de développement, à la commercialisation, et contient systématiquement un module lié à l'innovation », explique Pascal Pintre. Par ailleurs, Gigamed développe trois formats d'animations. D'abord, les Gigamed Cafés. Un vendredi sur deux, une thématique est suivie d'échanges, avec un panel d'intervenants : « BIC, French Tech Méditerranée, CCI, autres incubateurs, banques, experts-comptables, assureurs et acteurs économiques du territoire », explique Pascal Pintre. Autre animation, les Matinales, qui permettent aux porteurs de projets de rencontrer trimestriellement les partenaires de l'accompagnement à la création d'entreprise. Enfin, des rencontres entre membres sont organisées chaque mois à travers les Gigamed Afterworks.

À rebours de la tendance de certains incubateurs - toujours plus courts et spécialisés, le BIC Innov'up de Nîmes poursuit, depuis 34 ans, ses accompagnements longs et variés. « Santé, industrie, digital : nous ne sélectionnons pas la typologie de nos start-ups, pointe son directeur Antoine Houssin. Mais nous les accompagnons sur le long terme, des deux années précédant leur création jusqu'à leur cinquième anniversaire, d'où des taux de survie de plus de 90 % à 3 ans et de 80 % à 5 ans. » Au deuxième étage du bâtiment du parc Georges Besse abritant le BIC, Benjamin Neel a ainsi fondé Laboxy, il y a près de dix ans. Son entreprise de suivi des services R&D est désormais rentable et en croissance à deux chiffres. Une réussite partagée par d'autres glorieux anciens comme

Phytocontrol (400 salariés et 35 M€ de CA), Symétrie (40 salariés et 7 M€ de CA en 2021), ou encore Proteus, TRF Retail, Cezanne ou XAP. Cette année, une quarantaine de porteurs de projets dans tout le département, dont une dizaine hébergé dans les locaux actuels de 1.300 m² du BIC, espèrent suivre leur exemple. Avant que la structure ne prenne une nouvelle dimension au sein de la future Maison de l'Entreprise de la CCI en 2025. « Nous y gagnerons en superficie, en fonctionnalité et en relationnel car les porteurs de projet seront en lien direct avec les services Création d'entreprise et Industrie de la Chambre, le campus CCI et le futur hôtel d'entreprises. De quoi créer un véritable écosystème ! », espère sa présidente Anne-Emmanuelle Rousseau.



Comment les banques accompagnent la transition énergétique



Cyril Brun, directeur général de la BPS

Diminuer son bilan carbone, réduire sa consommation d'énergies, viser la sobriété numérique... Parmi les défis à relever par les entreprises, celui de la transition énergétique est au cœur de l'actualité. Quel est le rôle des banques, comment financent-elles cette transformation ?

Les établissements se mettent au diapason des enjeux. Par exemple, le Crédit Agricole du Languedoc (CAL) aide ses clients professionnels à l'adaptation du changement climatique et dans leurs démarches de transition. Le Hub Transition Énergétique permet à l'entreprise d'avoir accès à une plateforme de services. « Nous proposons des partenaires pour

des diagnostics, un bilan carbone, de la fourniture d'énergie verte, des solutions d'économie d'énergie, de rénovation énergétique des bâtiments, de mobilité douce (location longue durée, gestion de flotte clé en main, voitures électriques, bornes de recharge...) ou d'autoconsommation », détaille Laurent Sassus, directeur marketing, RSE et

communication. Autant de dispositifs vertueux sur le plan environnemental, mais qui sécurisent aussi les prix et prémunissent des coupures d'électricité, dans un contexte de crise énergétique. La banque coopérative met à disposition des spécialistes. La création d'une banque des transitions, en cours d'étude, sera effective au 1er trimestre 2023. Membre du Net Zero Banking Association, qui s'engage à la décarbonation de l'économie à l'horizon 2050, le CAL « bâtit des modèles économiques et des procédures bien définies, aussi bien sur les entreprises que les agriculteurs ». Ces derniers bénéficient d'une offre dédiée à l'agrivoltaïsme (panneaux solaires au-dessus des cultures). « C'est un complément de rémunération via la production d'électricité, et cela protège aussi les cultures », souligne Laurent

La BPS lance la Banque de la Transition Énergétique

De son côté, la Banque Populaire du Sud (BPS) lance en septembre sa marque Banque de la Transition Énergétique. Expérimenté depuis deux ans en Auvergne-Rhône-Alpes, ce label vise à « développer la collecte d'épargne verte auprès de ses clients et accompagner les acteurs régionaux dans la concrétisation de leurs projets de transition énergétique », explique le groupe. En clair, il s'agit d'orienter les flux d'épargne vers des projets verts, portés par des opérateurs d'Occitanie. En 2023, et chaque année, une

enveloppe de 150 M€ sera consacrée à ces financements. L'ambition est « d'accompagner, simplifier et raisonner les solutions avec tous les clients, dont les entreprises, et de créer un réseau de partenaires experts », explique Cyril Brun, directeur général. Au-delà de la conscience écologique, qui nous concerne tous, la réalité économique du coût de l'énergie conduit beaucoup de nos clients à s'interroger sur la façon dont ils vont pouvoir réaliser leur transition énergétique. Les exemples de questions qui se posent au quotidien, pour les clients professionnels ou collectivités : installation de panneaux photovoltaïques pour passer à l'autoconsommation ; investissements dans l'hydrogène ; gain en autonomie énergétique par la méthanisation ou le déploiement de fermes photovoltaïques pour des agriculteurs. La Banque de la Transition Énergétique dispose d'une équipe d'experts dédiés aux financements des dossiers les plus importants et complexes. Dans les 270 agences et centres d'affaires, chaque conseiller propose des solutions en prêts et en épargnes sur ces enjeux. « Un réseau de partenaires de confiance agit pour les meilleures solutions (diagnostics, travaux...), et un comité consultatif composé d'experts indépendants ont été créés », complète Cyril Brun. Le modèle en circuit court est valorisé. Plus que jamais, il s'agit d'orienter l'épargne locale vers le financement de projets locaux.

La Caisse d'Épargne anticipe toutes les transitions

« Nous accompagnons nos clients sur les enjeux d'une triple transition : énergétique, environnementale et sociétale. » C'est le message porté par Nathalie Bulckaert-Grégoire, membre du directoire de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon (CELR). Active en termes de RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise), la CELR a développé quatre solutions spécifiques. D'abord, l'offre de financement mobilité verte, qui vise notamment à « apporter des solutions au besoin d'un client d'équiper son parc automobile en véhicules hybrides ou électriques, et en finançant également

l'installation des bornes électriques de recharge », illustre Nathalie Bulckaert-Grégoire. Deuxième offre : le prêt rénovation énergétique, relatif aux travaux améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments. La CELR propose aussi le prêt énergies renouvelables, qui concerne par exemple l'installation de panneaux photovoltaïques sur une toiture. Enfin, le prêt à la transition d'activité permet de financer la réduction de l'empreinte carbone et de la consommation d'énergie. « Nous proposons pour nos clients entreprises, bailleurs sociaux et promoteurs

immobiliers un système de bonification sur la base d'un indicateur de performance à atteindre au choix parmi 10 thématiques environnementales et sociales. Une fois l'objectif atteint, l'entreprise peut faire le choix de garder cette bonification ou de la reverser à une association qui œuvre dans la thématique choisie », détaille Nathalie Bulckaert-Grégoire. La CELR a également signé un partenariat avec l'association Leader Occitanie (cluster d'entreprises innovantes en croissance) afin de créer le premier accélérateur visant à accompagner les entreprises dans leur stratégie RSE.

Nathalie Bulckaert-Grégoire



■ ENTREPRISES EN CROISSANCE

Le Crédit Agricole du Languedoc injecte 60 M€ dans la création de Sofilaro Dette Privée, un fonds de dette ciblant les entreprises en croissance. Ce fonds vise à financer les investissements immatériels (prospéction et développement des centrales) dans les énergies vertes. Les entreprises peuvent souscrire à ce financement pour une durée allant de 5 à 8 ans. Depuis 2013, Sofilaro Gestion, présente dans 994 centrales d'énergie renouvelable, a investi 91,5 M€ dans des entreprises telles que Soframa ou Apex énergies.

■ HYDROGEN COUNCIL

À l'échelle nationale, la Société Générale prévoit de contribuer à plus de 300 milliards d'euros pour la transition énergétique entre 2022 et 2025, via des prêts, obligations et conseils. En matière d'innovation, le groupe est la première banque européenne à avoir rejoint le Hydrogen Council, initiative mondiale dirigée par de grandes entreprises des secteurs de l'énergie, des transports et de l'industrie pour développer l'hydrogène.

■ BANQUE DES TERRITOIRES

Annabelle Viollet, directrice régionale Occitanie de la Banque des Territoires, déclare vouloir « accélérer la transition énergétique et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, sur le Salon des Maires et des Collectivités locales 2022. Les élus et collectivités locales sont à la recherche des solutions. Les enjeux sont triples : transition énergétique et écologique, développement économique de leur territoire, le mieux-vivre ensemble (redynamisation des centres bourgs) ».



L'ambition RSE du Crédit Agricole du Languedoc

Important employeur privé régional (2.700 collaborateurs), le Crédit Agricole du Languedoc (CAL) ne lésine pas, en interne, sur la Responsabilité sociale et environnementale. Pour la banque verte, il s'agit de donner l'exemple.

« Le télétravail est favorisé, mais nous prêtons attention au risque d'éloignement », indique Laurent Sassus, directeur marketing, RSE et communication. La promotion interne, la politique de formation, des aménagements d'espaces de travail adaptés ou encore la participation à des événements marquants comme les 24h Saint-Pierre à Palavas-les-Flots - défi solidaire, sportif et festif - contribuent « au sentiment d'appartenance. L'an dernier, 88 % des collaborateurs recommandaient le Crédit Agricole du Languedoc. Soit le meilleur indicateur parmi les 39 caisses régionales du groupe », se félicite-t-il.

Le nouveau siège de Nîmes (Mas de Cheylon), conçu par le cabinet ZUO, se veut un exemple de RSE : capteurs analysant la gestion et l'utilisation du bâtiment, optimisation énergétique, ombrières photovoltaïques sur le parking dont la production assurera 30 % de la consommation du bâtiment, entreprises locales pour la construction, aménagement de coworking, espaces de convivialité, bulles de confidentialité, salle de sport...

200 recrutements par an

Avec 200 recrutements, 120 alternants et 80 stagiaires par an, le CAL s'affirme

comme l'un des employeurs régionaux les plus dynamiques. Les besoins sont identifiés sur différents profils : commercial, digital, communication, organisation, data scientist. La place des femmes dans le management doit encore être travaillée. Alors que 58 % des salariés sont des femmes, ce pourcentage descend à 42 % pour les cadres et 35 % pour les managers. « Nous entendons promouvoir autant de femmes que d'hommes sur les métiers du management », déclare Laurent Sassus. Cela ne peut pas se faire sans une réflexion sur les méthodes de travail : télétravail, conciliation entre vie personnelle et professionnelle...

Objectivement, les femmes font plus de concessions sur leur vie professionnelle. Nous essayons de lever ces blocages. Par exemple, une cadre résidant dans la Vallée du Rhône vient d'être recrutée à Montpellier. Nous lui avons proposé du travail à distance et des horaires aménagés. Le futur siège social régional, dans le quartier Cambacères (gare TGV Sud de France) à Montpellier, incarnera l'ambition RSE du groupe, entre qualité de vie au travail, construction environnementale, et interconnexions avec cette zone dédiée à l'innovation. Le projet doit être présenté prochainement... d'abord en interne, aux collaborateurs.

JUSQU'À

50%

DE REMISE SUR DES CENTAINES D'OFFRES

TÉLÉCHARGER L'APPLICATION >>>

r

Disponible sur

Société à mission : quand la responsabilité citoyenne entre dans les entreprises



Issue de la loi Pacte du 22 mai 2019, la qualité de société à mission permet d'afficher des ambitions sociétales et altruistes au sein des entreprises commerciales. Un concept innovant, mais pas toujours bien adapté à certaines entreprises.

Passer d'une logique de performance et de rentabilité avec dans des systèmes comme la France, une grande marge de manœuvre, à une entreprise qui souhaite démontrer le bien-fondé de ses actions dans certains domaines sociaux ou environnementaux, tel est le but de la création du label de « Société à mission » en 2019. Ce concept s'inspire du modèle américain de « benefit corporation » créé au milieu des années 2000 et qui permet de définir le rôle de l'entreprise comme « une force du bien » qui porte

une mission d'intérêt général au sein de son activité. Ce label peut être spécifié lors de la création d'une société, mais aussi s'obtenir pour les entreprises existantes par un simple ajout avec la définition d'une raison d'être dans les statuts à faire enregistrer au greffe du Tribunal de Commerce. Cela ne change en rien le statut juridique de l'entreprise, qu'elle soit une SARL, une SAS ou une entreprise unipersonnelle. Mais il permet de redonner du sens à un projet d'entreprise, de fédérer les salariés en

quête de sens et de reconnaître le besoin d'un partage plus équitable des risques et des responsabilités

Renforcer la marque employeur
« Sur un plan stratégique, la société à mission permet également de redorer l'image de marque de la société, en valorisant le fait qu'elle contribue à l'intérêt général, en se montrant concernée par les enjeux sociétaux. Elle contribue enfin à renforcer l'attractivité de l'entreprise et sa marque employeur, en particulier dans sa recherche de nouveaux talents », détaillait récemment le professeur d'université spécialiste en management Olivier Meier. Des grandes entreprises comme Danone, Yves Rocher, L'Oréal sont devenues des sociétés à mission. L'intérêt commun, le bien-être des collaborateurs et des utilisateurs d'un produit, les considérations environnementales sont parmi les raisons d'être les plus communes. C'est aussi le cas du restaurant « O Jasmin » à Saint-Gély-du-Fesc près de Montpellier, de Primum Non Nocere spécialisé dans les domaines du développement durable, de la santé environnementale et de la sécurité alimentaire à Béziers et qui est avec Terra Hominis à Boujan-sur-Libron, l'une des premières entreprises de la région, en tous cas de l'Hérault, à avoir adopté ce statut. « Ce statut de société à mission est une vraie démarche essentielle pour la marque employeur, estime Grégory Blanvillain, président de la CPME Hérault et vice-Président

Occitanie ; dès sa conception nous avons travaillé aux côtés de la députée Coralie Dubost qui était rapporteur du projet de loi à l'Assemblée. Nous avons également œuvré à la création à Montpellier du premier territoire à mission de l'Hexagone » (voir p.34).

Un système de contrôle à préciser
Il y a actuellement plus de 65 entreprises à mission dans la région Occitanie selon l'Observatoire des sociétés à mission, avec quelques premières comme Alaxion spécialisée dans l'e-santé au Soler dans les Pyrénées Orientales ou Espace Propreté à Montpellier, première entreprise de nettoyage à adopter ce statut en France. « C'est une belle idée car la raison d'être va au-delà des objectifs économiques de l'entreprise. Le problème, c'est le système de vérification de ceux-ci par un organisme tiers, à réaliser dans les trois ans de l'adoption du statut puis tous les deux ans », explique Henri Huet, avocat au cabinet Ampélite à Orléans, premier cabinet d'avocats passé en société à mission. Car il apparaît que les critères de contrôle par des organismes certifiés non seulement coûtent très cher (voir ci-dessous) mais de plus sont inadaptés aux petites et moyennes entreprises. « Il est anormal que la loi ne se soit pas intéressée aux TPE, alors il faut veiller à la manière de l'appliquer aux petites structures, qui souvent font ce choix plus par conviction que stratégie de communication ».

« Le système de contrôle est inadapté aux TPE ! »

Fondateur voilà dix ans de Terra Hominis, spécialisée dans la création et le développement de vignobles en copropriété via le financement participatif, Ludovic Aventin a été le premier entrepreneur du secteur agricole avec le statut de société à mission en France. Sa société basée à Boujan emploie 7 salariés et s'est donnée pour mission de « contribuer au développement de jeunes vigneronnes et à la diversité des terroirs dans une démarche respectueuse de l'environnement ». « Terra Hominis a déjà participé à la création de 48 projets sur tout le territoire en aidant et installant de jeunes vigneronnes. Nous participons à l'aménagement

du territoire et au maintien d'une viticulture de qualité », explique Ludovic Aventin. Au début de l'été, Terra Hominis a mandaté un cabinet toulousain pour vérifier comme le prévoit la loi, l'atteinte des objectifs fixés dans ses nouveaux statuts. Et là, outre le prix prohibitif de 3150 €, la société s'est vu attribuer une notation surprenante avec des appréciations sur des critères non prévus par la loi. « On nous a jugé avec le même curseur que l'Oréal, multinationale qui emploie 85.000 personnes dans le monde. Par exemple nous avons été notés 5/10 sur l'ambition d'innovation et de transformation, un critère qui n'existe tout

simplement pas dans la loi. Et c'est d'autant plus mystérieux que nous avons été lauréat du « Grand Prix National Innovation & Territoire » en 2019 ! » s'agace Ludovic Aventin. Qui a mis le doigt sur le hiatus des critères, inadaptés aux TPE qui pourtant sont le vivier des entreprises à mission avec une philosophie non feinte. Le chef d'entreprise a écrit au cabinet d'Olivia Grégoire, Ministre en charge du commerce et des PME. Qui a répondu : « le ministre salue votre action mais malheureusement les contraintes ne lui permettent pas de vous accorder du temps... » Mais l'entrepreneur biterrois ne compte pas en rester là.

Ludovic Aventin défend la société à mission.



GEDIBOIS CCB LE SPÉCIALISTE DU NÉGOCE BOIS ET PANNEAUX.

L'histoire familiale débute en 1977 avec Moïse ANDRE. La société était à l'époque spécialisée dans l'exploitation forestière, le transport et les combustibles. C'est sous l'impulsion de Michel André que l'entreprise s'est orientée en 1987 vers le négoce de bois et de ses dérivés. Aujourd'hui, dirigée par Stéphane André, CCB s'est structurée et continue à développer son offre, notamment avec son atelier de deuxième transformation et l'activité liée aux panneaux.



Après avoir opéré quelques développements, en 2008, c'est un tournant majeur qui s'opère avec la création du groupement Gedibois, auquel Comptoir Cévenol du Bois adhère. Pour rappel, Stéphane ANDRE était à l'origine de la fondation de l'enseigne aux côtés de cinq autres dirigeants. Cette adhésion au groupement amènera l'entreprise vers de nouvelles ambitions. Avec une équipe de 67 salariés formés aux métiers du bois, Gedibois CCB est présent dans le Gard, la Lozère, l'Ardèche et l'Hérault pour les particuliers et les professionnels. L'entreprise est consciente des besoins croissants de ses clients et a à cœur de répondre au mieux à leurs attentes. Pour cela, en 2014 Comptoir Cévenol du Bois implante une plateforme de stockage à Cardet, qui représente 4 000 m² de bâtiment et 3 hectares de terrain.

2016 sera aussi la création du Groupe ANDRE suivit en 2017 par l'acquisition d'un nouveau point de vente Gedibois Panodoc à Villeneuve-lès-Béziers. Incontournable, les particuliers comme les pros s'y retrouvent pour l'aménagement standard ou sur-mesure avec une large gamme de produits disponibles en stock et sur commande : bois de construction, bois de menuiserie, panneaux,

aménagement extérieur, aménagement intérieur, menuiserie, éco-construction et libre-service. Equipée d'une flotte de véhicules récents adaptés à tous les besoins, Gedibois CCB livre chez les particuliers, sur les chantiers ou dans les ateliers dans le respect des délais convenus.

L'ÉVOLUTION DE GEDIBOIS CCB.

Au fil des années Comptoir Cévenol Du Bois n'a cessé de s'adapter aux exigences de sa clientèle, restant continuellement en veille sur les nouveaux procédés ou technologies de pointe à l'image de la société en constante mouvance. Fière d'un savoir-faire, Comptoir Cévenol du Bois s'est fortifiée en moyens humains, logistiques et matériels spécifiques, pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui soit :

- Deux agences commerciales, une située à Alès avec son atelier de deuxième transformation et une localisée à Anduze accolée à la scierie.
- Une plateforme logistique à Cardet permettant le stockage et la redistribution.

L'ATELIER DE TRANSFORMATION S'AGRANDIT

- Une presse à chaud pour réaliser les placages de bois et stratifiés sur tous supports.
- Une plaqueuse de chant numérique avec collage PU résistant

à l'humidité et un trait de colle très discret donnant la possibilité de créer des panneaux sur-mesure avec tous types de décors plaqués.

- Deux centres d'usinage 3 axes et 5 axes servant à défoncer, percer et rainurer les bois massifs et les panneaux.

DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT.

Récemment, les bâtiments de Gedibois CCB ont fait peau neuve pour accueillir la nouvelle signalétique. Le spécialiste du négoce de bois a également prévu d'agrandir prochainement sa surface de stockage à Cardet. Elle ne cesse de développer son parc machines et d'investir dans des chariots et véhicules électriques afin de mieux répondre à la demande toujours croissante de ses clients en accord avec les préoccupations écologiques d'aujourd'hui. Enfin, elle compte agrandir son showroom et développer sa clientèle de particuliers et de professionnels grâce à l'organisation d'événements. Une manière intéressante de faire découvrir le savoir-faire et le savoir-être de l'entreprise. Tout comme Gedibois Panodoc, l'entreprise CCB, prévoit de recruter dans les divers services : administratif, logistique, vente, transformation, manutention et à la scierie.

« LE SPÉCIALISTE DU NÉGOCE DE BOIS A ÉGALEMENT PRÉVU D'AGRANDIR PROCHAINEMENT SA SURFACE DE STOCKAGE À CARDET. »



Stéphane et Michel ANDRE



AGENCE ALES
Av. Jean Philippe Rameau
ZI de Croupillac – 30100 Alès
04 66 54 21 91
contact.ales@gedibois.fr

AGENCE ANDUZE
Z.I. de Labahou
30140 Anduze
04 66 61 65 22
contact.anduze@gedibois.fr

EN CHIFFRES

18,9 M€
de chiffre d'affaire en 2022

9 À 18,9 M€
entre 2017 et 2022
(progression du CA)

2
points de vente

67
salariés

35 ANS
d'expérience

12 000 M²
sur 5 ha de terrain
(3 sites)

Energies renouvelables : le double pari de l'Occitanie



Port-la-Nouvelle, futur hub de l'éolien flottant en Méditerranée. © L.Lecarpentier

Produire en Occitanie autant d'énergie que la région en consomme, d'ici 2050 : c'est l'objectif de la Région, qu'elle décline en une série d'actions visant à accélérer le déploiement de l'électricité verte... et la création d'emplois.

L'Occitanie sera-t-elle la première région d'Europe à énergie positive d'Europe à l'horizon 2050 ? S'il est beaucoup trop tôt pour le dire, la Région fait preuve de volontarisme pour parvenir à l'objectif qu'elle s'est fixé : couvrir près de la moitié des besoins énergétiques de l'Occitanie par

la production d'énergies renouvelables (ENR) locales d'ici 2030 et 100 % d'ici 2050.

Comme d'autres Régions, elle a donc créé une palette de dispositifs d'aides pour favoriser la transition énergétique, en accompagnant les projets des particuliers, des entreprises et des

collectivités, ainsi qu'en adaptant son propre patrimoine immobilier, dont les lycées. Mais elle mise également très fortement sur le déploiement de deux énergies vertes naissantes aux potentiels prometteurs : l'éolien en mer flottant et l'hydrogène vert.

La Région veut ainsi faire du port de Port-la-Nouvelle le « hub de l'éolien flottant en Méditerranée ». Deux des quatre fermes pilotes d'éoliennes flottantes en mer autorisées en France sont en passe de s'installer à 22 kilomètres au large de cet équipement portuaire audois : l'une portée est par EFG, l'autre par EolMed. Le port audois, propriété de la Région, doit ainsi accueillir les bases logistiques et industrielles de ces deux fermes pilotes, où seront lancées dès 2023 les premières opérations de montage de leurs futures éoliennes flottantes.

Hydrogène vert pour la mobilité lourde

Dans cette perspective, la Région a investi 234 M€ pour faire du port audois une plate-forme dédiée aux énergies renouvelables. Des investissements supplémentaires, engagés par la SEMOP Port-la-Nouvelle - une société d'économie mixte créée en mars 2021, pour assurer l'aménagement, l'exploitation, la gestion et le développement du port de commerce de Port-la-Nouvelle - permettront de porter le terminal dédié aux énergies marines renouvelables (EMR) à 30 hectares.

Et si le projet est ambitieux, c'est que Port-la-Nouvelle accueillera en plus des deux fermes pilotes, le tout premier

parc commercial d'éolien flottant en Méditerranée. En clair, une opération à plusieurs tiroirs. Ce d'autant plus que le nouveau terminal dédié aux EMR abritera un centre de production d'hydrogène vert, porté par Hyd'Occ, une société détenue par Qair Premier Élément et l'Agence régionale Énergie Climat (AREC). Pour fonctionner, cette usine utilisera l'énergie produite par les éoliennes flottantes en mer.

Car, en parallèle, la Région Occitanie investit massivement dans le déploiement de l'hydrogène vert pour la mobilité lourde : train, transport routier et avions. Un plan d'un montant de 150 M€ a été engagé pour la période allant de 2019 à 2030. Il prévoit la création en Occitanie d'ici 2024 d'un site de production massive d'hydrogène renouvelable, de 20 stations hydrogène, des trois rames électrique/hydrogène et la mise en service de 600 véhicules hydrogène lourds, utilitaires et légers. Puis, entre 2024 et 2030, celle de deux autres sites de production massive, de 55 stations et plus de 3.000 véhicules.

Mais si tous ces projets visent à accélérer la transition énergétique de l'Occitanie, ils ont également pour but de stimuler la création de nouvelles filières industrielles propres, génératrices de nouveaux emplois dans la région. Ainsi la création en 2021 de Genvia à Béziers, une société qui se focalise sur la production d'hydrogène vert, tout comme Hyd'Occ. Les énergies renouvelables, vivier de dynamisme économique. C'est bien l'autre pari régional.

SolarinBlue, initiateur du photovoltaïque offshore



Des panneaux photovoltaïques non plus sur la terre ferme, mais en pleine mer. La société montpelliéraine SolarinBlue a conçu une centrale solaire offshore, partant du constat que cette solution résout une problématique centrale : celle de l'occupation des sols.

Fondée en 2019 par Armand Thiberge, polytechnicien et créateur des sociétés Dual Technologies et Sendinblue, SolarinBlue a donc développé deux innovations pour qu'elle puisse résister aux conditions maritimes : d'une part, une base modulable,

composée d'unités flottantes de 12m x 10m et d'une hauteur de 3,5m, qui s'assemblent et s'accrochent entre elles par jeu de briques, et d'autre part une solution à base de lignes synthétiques, attachées au fond marin grâce à des ancres héliocoidales.

Du fait de sa conception modulaire, cette centrale photovoltaïque offshore peut être de toutes tailles, de toute forme et s'installer sur la majorité des côtes. Forte de six salariés, SolarinBlue prépare à présent l'installation d'un démonstrateur, sur le port de Sète, pour étudier le comportement en mer et le potentiel de production photovoltaïque

qu'offre sa solution. « Elle est unique au monde », assure Antoine Retailleau, le CEO de la société, dont le modèle économique sera de vendre sa solution à des énergéticiens dans le cadre de projets d'énergies renouvelables. Deux brevets concernant les unités flottantes ont déjà été déposés. La jeune société enclenchera la commercialisation en 2024, en ciblant également les opérateurs de l'éolien offshore. « Notre solution peut fonctionner seule ou en association avec des éoliennes flottantes en mer. Dans ce cas, les coûts de développement et de raccordement sont partagés », souligne Antoine Retailleau.



Maël Lagarde a pris le poste de directeur général de l'entreprise cet été, à 33 ans.

« Une solution évidente pour garantir notre indépendance énergétique »

MAËL LAGARDE

Fraîchement nommé directeur général de VSB Energies Nouvelles (24 M€ de CA en 2021, 140 collaborateurs), Maël Lagarde détaille les opportunités du producteur nîmois d'énergie renouvelable, dans un secteur au coeur de nombreux enjeux politiques et stratégiques.

Quelles sont les ambitions pour VSB énergies nouvelles ?

Dans la continuité de notre stratégie, nous visons le top 5 des énergies renouvelables en France, d'ici 5 ans. Nous prévoyons ainsi d'accroître notre portefeuille d'actifs en développement de 2,3 à 2,7 GW et celui de nos actifs en fonctionnement de 90 à 500 MW, à l'horizon 2027.

Hausse des prix de l'énergie, risques de pénuries... les énergies renouvelables deviennent-elles la solution à tous ces enjeux ?

Avec l'explosion des prix de l'électricité, chacun peut se rendre compte que l'éolien et le photovoltaïque représentent une solution évidente pour garantir notre indépendance énergétique et la stabilité des prix.

La crise du gaz confirme que l'énergie est au coeur de la diplomatie. Au niveau politique, on ressent enfin l'émulation nécessaire au développement de notre secteur, avec la prise de mesures d'urgence pour garantir les coûts de production des projets en cours, ou les discussions en cours en vue d'accélérer la mise en service de nouvelles installations, à court ou moyen terme.

L'Occitanie suit-elle cette tendance ?

La réalité des besoins en énergies renouvelables est une lame de fond, mais elle dépend ensuite de la volonté politique. En Occitanie, nous ne pouvons que nous réjouir des ambitions de la Région visant à devenir la première région à énergie positive, en France. Sur le terrain, ces intentions politiques se heurtent parfois à d'autres réalités environnementales à prendre en compte, comme la protection de la faune, et en particulier de certains oiseaux. Mais notre région reste un environnement très naturel, disposant de nombreuses ressources en vent et en ensoleillement, qui se prête particulièrement aux énergies renouvelables.

Comment votre entreprise peut-elle encore renforcer son impact sur l'environnement ?

Nous développons actuellement le renouvellement de nos vieilles installations. Nos premiers parcs en Occitanie ont aujourd'hui plus de 15 ans, mais grâce aux progrès techniques, nous avons aujourd'hui la perspective d'optimiser leur production tout en limitant leur impact environnemental, sur une même zone. Nous débutons par exemple dans l'Aveyron, la

construction du projet Soleil de Balzac, une centrale solaire de 9 MW, sur une ancienne carrière, dont nous sommes parvenus à doubler la puissance sans modifier la surface au sol, grâce à des améliorations techniques.

« Installer des panneaux sur des vergers, d'autres cultures, voire des champs de pâture... »

Et dans le domaine du solaire ?

Du côté du photovoltaïque, nous souhaitons développer l'agrivoltaïque. Les sites à réhabiliter telles que d'anciennes carrières restant limités, l'idée est de coupler ces deux activités, en installant des panneaux sur de nouveaux terrains comme des vergers, d'autres cultures, voire des champs de

pâture, afin de les protéger du soleil, tout en fournissant des revenus complémentaires aux agriculteurs qui s'installent.

Un peu dans la même logique, à Nîmes, une nouvelle équipe est aussi chargée de développer une offre d'autoconsommation pour les industriels, l'agro-alimentaire, les grandes surfaces, ou la logistique. Tous ces gros consommateurs souhaitent aujourd'hui des solutions face aux problèmes d'explosion des prix, d'indépendance énergétique, de maîtrise des approvisionnements, et d'image de marque. C'est également un marché porteur.

Ces projets vont-ils nécessiter des embauches ?

Oui, nous avons déjà recruté une vingtaine de nouveaux collaborateurs en 2022. Et nous continuons à recruter des postes en développement, mais aussi en construction dans l'exploitation et la maintenance, et les fonctions supports. Nous cherchons à retenir les talents, ici à Nîmes. Pour cela, nous allons déménager dans notre nouveau siège social neuf, avenue Jean Jaurès, à l'horizon un an et demi. C'est important pour l'image de marque et pour que nos salariés s'épanouissent sur leur lieu de travail.



Environnement 5 étoiles pour le camping Massereau

Créé en 2006 pour sauver le domaine viticole familial voisin, le camping du Domaine Massereau à Sommières, a non seulement rempli cet objectif, mais devient une vitrine de l'écotourisme régional en étant le 1^{er} camping à énergie positive.

S'il est désormais classique de circuler en mini-voiture électrique dans les allées d'un camping, il est moins fréquent de s'y voir remettre une carte de crédit pour réguler sa consommation en climatisation ou des clés d'activation de l'électricité de son mobile-home, afin d'éviter qu'elle reste allumée en son absence !

Mais au-delà de ces mesures pratiques pour l'environnement, le camping du Domaine Massereau (199 unités, dont 83 hébergements et 116 emplacements) est surtout, depuis 2019, le premier camping à énergie positive d'Europe, neuf ans après avoir déjà obtenu la première classification 5 étoiles en France.

« Le propriétaire Jean Feychet a investi plus de 400.000 €, dont une aide de 100.000 € de la Région, pour installer un parc solaire de 1100 m² en haut des treize hectares du parc naturel, rappelle le directeur adjoint du camping, Maxime Jacquet. Depuis quelques semaines, nous vendons même notre excédent au fournisseur. Et nous prévoyons d'investir dans des batteries en fin d'année prochaine, afin de pouvoir utiliser le surplus de notre réseau, le soir et la nuit. »

Electricité des mobiles-homes, lumières extérieures, pompes de la piscine, voiturettes électriques du personnel, fours et frigo du restaurant et du bar, sanitaires et

même sept bornes de recharges pour voitures électriques : l'établissement est totalement autonome en énergie la journée, lorsque l'ensoleillement est au rendez-vous. Ce qui représente une production annuelle de 250 MWh par an. En outre, le parc sécurisé de panneaux solaires sert en même temps de lieu de gardiennage pour les caravanes des habitués. L'initiative, louée par les clients, à majorité étrangère de ce camping haut de gamme, vient de remporter le trophée du développement durable de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA). Un modèle vertueux loin de certains camping-usines énergivores de la côte méditerranéenne.

■ APEX ENERGIES VISE LE MARCHÉ DES PARKINGS

Pionnier dans les toitures solaires, Apex Énergies héraultais Apex Énergies vient d'être repris par un fonds d'investissement australien. Le producteur d'énergie renouvelable montpelliérain ambitionne d'atteindre 1 gigawatt en 2025, soit cinq fois plus qu'aujourd'hui. Sa particularité : une expertise dans les toitures photovoltaïques sur des bâtiments agricoles et tertiaires, supermarchés, cliniques et industries, ou sur des ombrières de parking. L'arrivée du fonds va financer « des opérations de croissance externe, par l'acquisition de projets ou de sociétés », confie Carlos Herrera, président. David Emsellem, directeur d'activités grands comptes, confie cibler le marché des ombrières de parkings. En effet, l'obligation de pose de panneaux photovoltaïques sur les grands parkings extérieurs vient d'être adoptée au Sénat. Un marché gigantesque, évalué à 9 milliards d'euros, pour doper la production d'énergie solaire, et sur lequel la PME se positionne depuis déjà une dizaine d'années. « Pour mener ce projet, plusieurs types de compétences sont nécessaires : ouvriers, ingénieurs, maîtrise d'œuvre... Les mesures prises pour réagir à la crise énergétique vont générer de l'emploi et de l'activité », remarque le dirigeant. « Avec l'émergence de l'autoconsommation, le photovoltaïque n'est plus appréhendé comme avant. On le croise avec d'autres modèles de stockage », complète-t-il. D'ici quelques années, Apex Énergies ambitionne ainsi de coupler cette technologie à l'hydrogène.

Outre les toitures solaires, Apex Énergies porte également des projets de centrales au sol en réhabilitant des terres polluées, et des innovations en matière d'agrivoltaïsme. Créé en 1991 à Montpellier, Apex Énergies connaît une forte croissance : 60 M€ de chiffre d'affaires en 2021, et 100 M€ prévus cette année. L'opérateur emploie près de 200 salariés.



ON N'EST PAS LÀ POUR VOUS JETER DE LA POUDRE AUX YEUX

MAIS POUR QUE VOTRE COM SOIT EXPLOSIVE !



SCANNEZ-MOI

L'Agence

LA COM EN CIRCUIT COURT

Briefez-nous : 04 3000 7000

www.lagencedecomm.fr

Midi Libre

Centre Presse

L'INDÉPENDANT

LA DÉPÊCHE

viàOccitanie

Neurinnov, aiguillon de la Health Tech



© Inria Images H.Raguét

Neurinnov, fabricant héraultais d'implants de neurostimulation, mène le projet Agilis avec les chercheurs et ingénieurs de l'Inria. Objectif : mettre au point un dispositif médical restaurant partiellement les mouvements de main chez des patients paralysés des avant-bras. Après une levée de fonds de 6 M€, un financement européen de 2,9 M€ a été octroyé.

Retrouver un usage partiel des avant-bras grâce à une stimulation des nerfs. C'est l'ambition du dispositif médical Agilis, mené à Montpellier par Neurinnov, concepteur d'implants de neurostimulation, en partenariat avec les chercheurs et ingénieurs de l'Inria (Institut National de recherche en sciences et technologies du numérique), une équipe clinique du Centre Bouffard-Vercelli à Perpignan et les chirurgiens de la clinique Saint-Jean Orthosud (Saint-Jean-de-Védas).

Agilis consiste en une opération chirurgicale permettant de positionner deux électrodes autour des nerfs médian et radial juste au-dessus du coude. Connectées à un stimulateur, les électrodes délivrent ensuite des impulsions de courant de faible intensité. « Cela remplace les signaux nerveux initialement émis par le cerveau pour activer les muscles de façon sélective », explique l'Inria. S'en suivent 28 jours de tests, avant que les électrodes ne soient retirées. « Un

nerf véhicule des informations permettant d'activer plusieurs muscles. À travers son activation, il est donc possible de produire plusieurs mouvements : préhension palmaire, pince... Pour les différencier, il faut injecter du courant à des endroits différents du nerf, d'où les électrodes à plusieurs contacts », précise Serge Renaux, co-fondateur de Neurinnov aux côtés de David Andreu et David Guiraud. Les premiers résultats sont encourageants. « Deux participants aux tests, victimes d'une lésion complète de moelle épinière, ont pu saisir des objets de la vie courante pour la première fois depuis leur accident », indique l'Inria.

Pour une implantation totale à l'horizon 2025

La prouesse médicale a été publiée dans la revue anglaise « Nature Scientific Reports », le 6 octobre, une validation par des pairs vécue comme « une reconnaissance » par Christine Azevedo, directrice de recherche de l'Inria. Un financement européen de 2,9 M€ est octroyé dans le cadre de l'appel à projets EIC Pathfinder.

Neurinnov et l'Inria ambitionnent de réaliser des premiers essais cliniques pour une implantation totale du dispositif médical, à l'horizon 2025. Les électrodes, le câble et le stimulateur, encore extracorporels aujourd'hui, seraient intégrés à l'intérieur du corps. Seul inconvénient, la réglementation européenne « longue et exigeante pour les dispositifs médicaux implantables actifs », souligne David Guiraud, directeur scientifique de Neurinnov.

D'ici là, le fabricant héraultais et ses partenaires ont mené des essais cliniques en novembre, visant à implanter l'électrode sur le nerf ulnaire, celui qui innerve aussi les muscles de l'avant-bras. Menée sur trois ou quatre patients, cette étude permettrait « d'aller plus loin dans la qualité et la précision du mouvement », confirme Christine Azevedo. À noter que la durée d'efficacité des impulsions électriques, génératrices de fatigue précoce, n'est pas encore évaluée et le patient doit « accepter de retomber dans la paralysie après l'essai », précise la directrice de recherche.

Une levée de fonds de 6 M€

Fondée en 2018 par David Andreu, David Guiraud et Serge Renaux, Neurinnov est le spin-off de l'université de Montpellier et de l'Inria. L'entreprise a finalisé en janvier un tour d'amorçage de 3 M€ auprès d'Irdis Capital Investissement, du fonds Pertinence Invest et Sofilaro, filiale du Crédit Agricole du Languedoc. 3 M€ ont doublé ce montant grâce à un financement non dilutif. Un total de 6 M€ a donc permis au fabricant d'accélérer le projet avec un renforcement de son équipe, un développement de sa technologie et la réalisation de l'étude clinique, qui prépare Neurinnov à l'obtention du marquage CE, attendu pour 2026. Après validation clinique, le fabricant envisage d'étendre l'usage de cette technologie, protégée par quatre brevets, à d'autres maladies. « En stimulant le nerf vague, un nerf unique, on peut bloquer certains types de crises d'asthme, l'arythmie ou encore l'obésité, car il donne un effet de satiété », conclut Serge Renaux.

Oxilia, une plateforme « humaine » pour les personnes âgées

Frédéric Arnaud n'aime pas la facilité. En 2013, alors qu'il vient de rejoindre l'entreprise familiale de cosmétique bio dans le Vaucluse en vue de prendre la suite de son père, le jeune trentenaire choisit finalement de prendre le large pour créer sa propre entreprise. Face aux difficultés qu'il rencontre à s'occuper à distance de sa grand-mère malade, le jeune homme réalise que les services traditionnels d'auxiliaires de vie pour personnes âgées ont besoin d'un coup de jeune.

Refusant les capitaux familiaux, le jeune entrepreneur peine d'abord à convaincre les banquiers de suivre son projet de plateforme dématérialisée de sélection et de mise en relation d'aide à domicile. Mais un « pitch » d'un quart d'heure devant des business angels parisiens, sur une péniche au pied du pont de l'Alma, va changer le cours de son projet. Grâce à l'appui sans faille de ses financiers, fin 2019, après avoir décidé de recruter d'anciennes auxiliaires de vie professionnelles pour constituer sa plateforme, son modèle

explose enfin. « Cette année, notre volume d'affaire a progressé de près de 25 % à 2,5 M€, annonce son dirigeant. Nous visons l'accompagnement d'un millier de familles pour 2023, afin de maintenir une croissance à deux chiffres ». Fier d'avoir réconcilié la silver économie avec internet grâce à sa plateforme de care managers, Frédéric Arnaud est maintenant prêt, dix ans après, à s'imposer dans ce marché en croissance exponentielle de plus de 20 milliards d'euros.



Le gardois DMS accélère sa montée en gamme

Le spécialiste gardois de l'imagerie médicale n'en finit plus de grandir. Présent dans plus de 140 pays dans le monde, DMS mise toujours davantage dans sa R&D pour poursuivre sa montée en gamme.



Le chiffre d'affaires de l'entreprise dirigée par Samuel Sancerni devrait passer de 36 à 60 M€ d'ici 5 ans !

Alors qu'il vient d'inaugurer officiellement son nouveau siège flambant neuf de 6 000 m² à Gallargues-le-Montueux au mois de juillet, le nouveau président de la Medtech gardoise voit déjà plus grand. « Grâce à ce nouveau site nous avons pu regrouper l'ensemble de nos 115 salariés, tripler notre surface de production et réintégrer ainsi l'assemblage de nos tables d'ostéodensitométrie (mesure de la densité osseuse afin de prévenir les risques de fractures, Ndlr), que nous sous-traitions auparavant au Nord de Montpellier », se félicite Samuel Sancerni.

Ce nouvel outil de production dernier cri permet déjà à DMS de porter sa cadence de production à environ 300 tables d'ostéodensitométrie et 150 tables d'imagerie médicale par an, soit un chiffre d'affaires de plus de 36 M€ en 2021, contre 23 M€ en 2018. Mais un important appel d'offres en cours et de futursancements de produits devraient rapidement permettre au fabricant de matériel de radiologie de dépasser ces niveaux.

Son dirigeant lorgne ainsi déjà sur de nouveaux terrains de la future ZAC dédiée au médical - projet du maire de la commune, Freddy Cerda, dans le prolongement de la « Med Valley » montpelliéraine - qui regroupe déjà Bastide Logistique, le fabricant de lève-personnes Nausicaa, une clinique vétérinaire et un pôle d'urgentistes en cours de construction.

« La possibilité de concevoir et développer nos innovations grâce à nos équipes, nous permet de créer davantage de valeur »

Un agrandissement qui s'accompagne d'une vague de recrutements en cours visant à atteindre un effectif de 150 personnes dans moins de deux ans. « Nous prévoyons d'accroître notre chiffre d'affaires à 60 M€ à l'horizon 2027 avec 14 % de marge Ebitda organique, c'est-à-dire sans besoin de faire appel au marché pour nos investissements », détaille le dirigeant. Ce développement interne s'appuie sur la commercialisation de deux innovations : un mobile de radiographie en carbone nanotubes « plus petits, légers et sur roulettes », permettant de réaliser des radios « au lit des patients » de fin 2023, et un arceau pour faire de l'imagerie médicale dynamique en bloc opératoire, fin 2024. « Ces deux nouveautés ont été conçues par notre service R&D composé de 30 personnes - le plus important de l'entreprise, ajoute Samuel Sancerni. Chacune a nécessité un investissement d'environ 2 M€, dont la moitié financée par France Relance, et l'autre par nos fonds propres ». L'entreprise remodèle par ailleurs sa table d'ostéodensitométrie afin de s'attaquer au marché américain en 2025.

« La possibilité de concevoir et développer nos innovations grâce à nos équipes, nous permet de créer davantage de valeur, pointe encore le dirigeant, dont l'activité d'imagerie médicale vient d'atteindre son équilibre financier, en dégageant, au premier semestre une marge de 1,9 M€ d'Ebitda. Cette montée en gamme s'illustre par le fait que nous vendons désormais majoritairement nos produits dans les pays développés, Europe de l'Ouest, France et Etats-Unis, alors qu'il y a encore 5 ans, notre activité concernait principalement les pays émergents de l'Europe de l'Est ou de l'Afrique. » Au premier semestre 2022, DMS représentait ainsi 26 % du marché Français de l'imagerie médicale - sous la marque de son partenaire Fujifilm - selon les chiffres du Snitem (Syndicat national de l'industrie des technologies médicales). Et elle ne semble pas prête à arrêter de grignoter de nouvelles parts de marché dans le monde entier.

Des solutions innovantes pour nourrir la planète



Microphyt produit des ingrédients naturels à haute valeur ajoutée. © Phot DR.

Satisfaire les besoins alimentaires, sans épuiser les ressources de la planète... Deux sociétés régionales, créées il y a plus de 15 ans, proposent leurs solutions innovantes : Microphyt et ITK. Plongée dans le futur.

Huit milliards d'êtres humains, un défi. Il faudra donc travailler de façon à nourrir la planète en produisant moins, en trouvant des solutions innovantes. Le Languedoc y prend toute sa part !

Née en 2007 à Baillargues, Microphyt produit des ingrédients naturels à haute valeur ajoutée, à partir de microalgues qu'elle cultive à l'échelle industrielle et de façon durable, sans

OGM ni pesticides. Ces organismes microscopiques, présents partout sur Terre, ont une haute teneur en oméga-3, vitamine B12, bêta-carotène, antioxydants, notamment, et elles apportent vingt fois plus de protéines que le soja. Microphyt a donc développé une technologie unique, à base de photobioréacteurs. Dans les domaines de la nutrition et du bien-être, la demande des consommateurs pour des solutions naturelles, efficaces, sûre et produites de façon durable s'intensifie. Et parmi les ingrédients naturels, les microalgues sont ceux qui répondent le mieux aux attentes des consommateurs grâce à leur diversité et à la qualité de leurs composés bioactifs. « Avec nos technologies, nous sommes en mesure de nourrir sainement et durablement les populations », souligne Julie Person, sa coordinatrice de projets. Son innovation est à ce point disruptive qu'en 2019 la société a bouclé une levée de 28,5 M€, dont 10 M€ auprès du fonds d'investissement de Bpifrance. En 2021 la société, qui a désormais un pied aux États-Unis, a annoncé le lancement de SCALE, la première bioraffinerie industrielle de microalgues au monde.

ITK aide les agriculteurs à trouver des alternatives

Utiliser la modélisation agronomique et l'intelligence artificielle pour décarboner l'agriculture : c'est l'expertise de la société ITK, créée en 2003 par Éric Jallas, et aujourd'hui

dirigée par la franco-libanaise Aline Bsaibes. Implantée à Montpellier, Rennes et San Francisco, ITK (CA de 10 M€) apporte aux exploitants agricoles des services de prédiction pour améliorer leurs rendements, leurs économies d'eau et d'intrants, le monitoring du bien-être des bovins ou la prévention des maladies. Un marché d'avenir, alors que les agriculteurs sont confrontés à des phénomènes climatiques extrêmes.

ITK élabore des méthodes de mesure d'émission de méthane par les vaches, grâce au collier connecté Fam Life. « Ce collier mesure les mouvements de la vache, pour interpréter son bien-être : a-t-elle besoin d'être inséminée ? Boite-t-elle ? Des alertes sont envoyées à l'éleveur, qui peut équilibrer ses rations alimentaires et choisir les bons additifs », précise Aline Bsaibes. Côté viticulture, une étude relative au stockage de carbone a été réalisée en Occitanie, avec EDF et la Chambre d'agriculture de l'Hérault. Les bonnes pratiques concernent « les techniques de labour, la plantation d'arbres dans les vignes, les pratiques de fertilisation... ». Depuis 2021, ITK propose aussi un produit d'assurance, Heat Stress Protect, dédié à la prévention des risques agro-climatiques. « Nous combinons les prévisions de Météo-France avec les modèles agronomiques, pour évaluer l'impact des épisodes critiques, comme le gel, sur le rendement. »



Michel d'Ozenay a fondé le premier syndicat de transformateurs bio « Nature et Progrès » puis le groupement Synabio.

Senfas, la force tranquille du bio

Grâce à la conviction inébranlable de son fondateur, le fabricant gardois de produits bio Senfas poursuit lentement mais sûrement son développement, en dépit des soubresauts du secteur.

Après 35 ans de combats pour une alimentation saine et une agriculture respectueuse à la tête du groupe Senfas, Michel d'Ozenay se réjouit toujours de chaque victoire pour l'environnement. Le dirigeant vient ainsi d'arracher un terrain proche d'Alès, au départ destiné à un golf, pour y développer un projet d'agroforesterie. « À la place, nous allons planter de nouvelles variétés de céréales et d'arbres fruitiers autour d'une ferme expérimentale, se félicite-t-il. Ce projet pourra ainsi servir de modèle à des agriculteurs en reconversion et se voir dupliquer, ailleurs, en Occitanie. »

Toujours animé de la même passion, le dirigeant de 69 ans n'envisage en aucun cas prendre sa retraite ! Impossible pour ce Maconnais d'origine de quitter la barre de son groupe d'une centaine de salariés pour un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros.

Pionnier du bio depuis 40 ans !

Une réussite patiemment construite par ce pionnier du bio, qui découvre ce mode de culture au sein d'une communauté dans la vallée de Jabron, avant d'acheter son premier magasin de produits bio dès 1985 à Orange, puis de lancer sa

propre production de pâtés végétaux sous le label « Nature et Progrès », deux ans plus tard à Uzès. Petit-à-petit, dans un secteur alors considéré comme une niche, l'entrepreneur développe progressivement ses produits et ses ventes. Son groupe maintient ainsi une croissance constante à deux chiffres depuis de longues années, grâce à l'innovation permanente de ses produits, comme le Veg'gras, foie gras végétal, commercialisé en 2020, ou ses galettes végétales à poêler. Une croissance qui l'amènera d'abord à déménager à Saint-Quentin-de-la-Poterie, puis,

il y a quatre ans, pour un nouveau site flambant neuf à Méjannes-lès-Alès. « Nous sommes présents sur le marché du bio depuis 1987, ce n'est donc pas de l'opportunité de circonstance, je fais du bio par conviction, rappelle-t-il. Cette antériorité m'apporte de la résilience et de la sérénité pour traverser les différentes crises que le secteur a vécu au moment de la vache folle ou des poulets à la dioxine. »

Futur Gaïa invente les fermes économes en eau

Pascal Thomas, le patron de la startup dédiée à l'agriculture urbaine Futura Gaïa, court après les investisseurs. Après plusieurs semaines, il est en passe de finaliser une levée de fond décisive d'environ 5 M€.

En moins de trois ans, son équipe de recherche, basée à Rodilhan (Gard) a conçu et développé des fermes verticales d'agronomie de précision permettant de consommer jusqu'à 95 % d'eau de moins qu'une culture en plein champs pour un rendement multiplié par 100 ! À l'intérieur, des dizaines de

silos de culture superposés dont la température, la luminosité, l'humidité ou l'alimentation en nutriment sont pilotés individuellement, en fonction des besoins de chaque plant. « Ce n'est pas réponse universelle aux besoins de l'alimentation mondiale, mais un complément qui réduit les contraintes en termes de quantité de terre disponible et de ressources consommées de notre modèle d'agriculture », résume l'ancien PDG de Mappy.

Alors qu'une première usine pilote à Tarascon (Bouches-du-Rhône) produit

déjà des plantes aromatiques pour un acheteur du marché de Rungis, à Paris, Pascal Thomas souhaite désormais commercialiser ses installations futuristes. Un projet un peu fou dans lequel s'est lancé cet innovateur en série, en 2019, alors qu'il rentre au chevet de son père, agronome souffrant d'une maladie liée à l'usage des produits chimiques agricoles, et que sa fille, ingénieure, alors en stage dans la production agronomique indoor au Canada lui fait découvrir cette technologie d'avenir.

© Futur Gaïa



Le fabuleux destin de la Brigade de Véro

Tagliatelles aux moules et aux pétoncles à la verveine, lasagnes de bœuf, « tartiflight » : Véronique a conçu des milliers de recettes gourmandes à moins de 1.200 calories comme celles-ci, depuis la création de son entreprise en 2017 : La Brigade de Véro. Issue du secteur de l'immobilier professionnel, cette Belge, installée du côté d'Alès depuis dix ans, décide alors à 57 ans, de se lancer dans un pari fou : pour perdre ses quelques kilos en trop, elle passe son CAP de cuisine, fait mincir son couple en quelques mois, puis commence à cuisiner pour ses amies... Très vite, son fils Arthur la rejoint. Ancien étudiant en art à Londres, celui-ci achève ses études de business par un stage chez JP Morgan... Sans plus de connaissance du secteur de l'agro-alimentaire, il se lance à corps perdu dans le projet de sa mère. « J'ai commencé par monter un petit site internet

et une page Facebook pour pouvoir récupérer les paiements des clients, mais très vite, le nombre de clients s'est envolé ! », se souvient le trentenaire, incrédule. Logée dans un minuscule local alésien, en mars 2017, la petite équipe a bientôt l'idée de proposer un service de livraison à domicile. L'activité explose. « De 85.000€ de chiffre d'affaires en 2017, nous sommes passés à 1,5 million en 2019, puis 3 millions en 2020, et 6 en 2021 ! », réalise le jeune patron. Aujourd'hui installée dans un atelier de 2.500 m² au parc Millénaire de Montpellier grâce à plusieurs levées de fond successives, la « Brigade » emploie désormais une cinquantaine de personnes, s'apprête à conquérir l'Europe et vise un chiffre d'affaires de 25 M€ d'ici trois ans pour intégrer le podium des sapéalistes du régime en France.



■ **HORS DE L'AOP**

Racheté en 2003 par Franck et Nadine Renouard, le domaine du Scamandre à Vauvert (Gard) qui totalise aujourd'hui 15 hectares de vignes en bio, vient d'annoncer sa sortie de l'AOP Costières de Nîmes pour sa production de vins rouges. Engagé sur le bio et l'agroforesterie, le couple de vigneron souhaitait se libérer des contraintes liées à l'appellation pour pouvoir travailler des vins qui tirent leurs qualités du terroir, mais utilisent certaines variétés hors du cahier des charges. Le reste de la gamme reste en IGP Gard.

■ **PRIX EN HAUSSE**

L'explosion du prix des matières premières commence à se faire sentir pour le vin. Beaucoup de vigneron s'approprient à augmenter leurs tarifs - en moyenne de 10% - en début d'année. La raison : l'augmentation du prix du carton et des bouchons, mais surtout des bouteilles en verre (qui nécessitent beaucoup de gaz pour leur fabrication) dont le prix a flambé de près de 50% et qu'il est par ailleurs de plus en plus difficile à trouver.

■ **EXTENSION AU SUD-OUEST**

Propriétaire de 16 domaines viticoles dans le sud, le vigneron-négociant Gérard Bertrand (CA de 151 M€) sort pour la première fois de l'ex Languedoc-Roussillon en rachetant le Domaine de Cause, dans la partie ouest de la région Occitanie. Situé dans la vallée du Lot, ce domaine de 35 hectares qui vient d'accomplir sa conversion vers le bio, produit principalement du malbec, cépage emblématique des vins AOP Cahors.



RSE : le groupe viticole Advini sur tous les fronts

Durabilité des métiers, ancrage dans les régions viticoles et gouvernance engagée : tels sont les trois piliers de la politique ESG (environnementale, sociale et de gouvernance) du groupe viticole Advini, basé à Saint-Félix-de-Lodez dans le cœur d'Hérault.

En matière de RSE, le groupe coté Advini multiplie les initiatives. Le poids moyen des bouteilles a par exemple diminué de 6 % entre 2018 et 2021, passant sous le cap des 500 gr en 2021. « *Soit une économie, l'an dernier, de 2.232 tonnes de verre* », souligne Antoine Leccia, président. Maison Jeanjean, l'une des marques phares d'Advini, s'engage dans l'économie circulaire et le réemploi, avec la gamme Terre Nature, en partenariat avec la Scop Oc'Consigne. Des actions sont par ailleurs menées sur le packaging : bouchon certifié FSC

(issu d'une production respectueuse de l'environnement), bouteille apte au réemploi jusqu'à 20 lavages, suppression des dorures, des vernis et des aplats... 334 magasins Biocoop commercialisent Terre Nature en version réemploi. En projet pour 2023, la suppression de la capsule sur la bouteille, pour réduire encore l'impact.

■ **Encourager l'innovation**

Pour s'adapter au changement climatique, des essais de taille tardive sont mis en place pour anticiper le risque

de gel au Mas de Lunès, dans l'Hérault. Autres initiatives : développement d'infrastructures agroécologiques (replantation de haies, de nichoirs...) et de projets d'agroforesterie, perfectionnement de l'intelligence artificielle d'irrigation, déploiement de projets d'énergies renouvelables, notamment le photovoltaïque, « *afin de produire notre propre énergie verte, sur de plus en plus de sites* ». Membre fondateur de la Chaire partenariale AgroSYS de l'Institut Agro Montpellier, qui accompagne la transition agroécologique, Advini accueille des

stagiaires, et encadre des études de cas sur ses propriétés. Cette année, Advini a également participé au lancement de la Chaire Vigne et Vin de l'Institut Agro Montpellier. Enfin, pour favoriser le renouvellement des générations, Advini et l'Institut Agro Montpellier et l'Institut Agro Fondation lancent la 7^e édition du Concours Vignerons et Terroirs d'Avenir. Les lauréats seront accompagnés par des étudiants-ingénieurs et des experts métiers. Advini réalise un chiffre d'affaires de 280,2 M€ en 2021 et emploie 950 salariés (24 nationalités différentes).

La montée en puissance des vins sans alcool

Chavin, maison de négoce viticole cofondée en 2010 par Mathilde Boulachin à Béziers, mise depuis 2012 sur le vin sans alcool à travers sa marque Pierre Zero, avec plus de 2 millions de bouteilles vendues. Dans ce contexte, Chavin veut devenir le leader français sur ce secteur à l'international, sur un marché en pleine explosion. « *Depuis deux ans, le marché est en croissance de 30 %, et 80 % à l'international* », observe la dirigeante. Présente dans plus de 60 pays et pionnière dans le vin sans alcool, Maison Chavin a fêté ses 10 ans lors du Salon international de l'agroalimentaire (SIAL), en octobre à

Paris. L'occasion pour le groupe viticole de lancer Pierre Zéro Signature, « *une gamme ultra-premium biologique au profil vineux intense* ». Les nectars de Pierre Chavin sont élaborés à base de vins désalcoolisés après fermentation. Une colonne de centrifugation permet d'extraire la partie alcoolique et la sépare de la partie aromatique. Autre procédé utilisé : la macération, sans fermentation, avec des jeux d'infusions de pépins, de levures et d'autres composants du vin. Le vin sans alcool représente 50 % du chiffre d'affaires du groupe Chavin (17 salariés ; 13 M€ de chiffre d'affaires).

Également basé à Béziers, Le Petit Béret, fondé par Fathi Benni -ingénieur agronome et Dominique Laporte, meilleur sommelier de France 2004 - s'est lancé dans le grand bain de la fabrication de vins sans alcool, aux côtés de l'Institut National de Recherche Agricole (INRA) de Narbonne et du Centre technique de la Conservation des Produits Agricoles d'Avignon. Les vins sans alcool du Petit Béret entendent « *ouvrir le vignoble languedocien à de nouveaux consommateurs* », notamment les 18-35 ans L'entreprise, qui a vendu 5 millions de bouteilles de vins sans alcool dans 46 pays, a levé 1,5 M€ début 2021, et à



L'achat de seconde main, nouvelle tendance dans les entreprises



Sophie Scantamburlo-Contreras co-fondatrice de Scop3 et Marie-Anne Fouchet (à dte) de l'hôtel Pullman Montpellier Centre. © H. Vialatte.

Les entreprises ne rechignent plus à acquérir du matériel et des équipements professionnels ayant déjà servi. Au grand bonheur de plateformes digitales, comme les héraultaises SCOP3 et Kloovis, qui en ont fait leur spécialité.

« *Chaque année en France, 2,4 millions de tonnes d'équipements professionnels finissent à la poubelle*, » alors qu'ils ne sont pas en fin de vie. Co-fondateur de la success-story montpelliéraine Matooma, qu'il a revendue en 2019, Frédéric Salles a sur la base de ce constat, créé avec Sophie Scantamburlo-Contreras ex-directrice financière de Cabiron Traiteur, la société Scop3.

Cette start-up a développé une plateforme en ligne sur laquelle

les entreprises peuvent vendre les équipements dont elles ne se servent plus, ou en faire don aux associations. Le créneau n'était jusque-là pas exploité, alors que le marché qu'il recouvre est considérable. Mieux : il est désormais porté par une tendance totalement nouvelle, le réemploi, dans l'aménagement de bureaux. « *Nous observons un mouvement en faveur de l'achat d'équipements professionnels de seconde main* », confirme Sophie

Scantamburlo-Contreras. Et la co-fondatrice de Scop3 d'énumérer les arguments en faveur de ce mouvement : « *la pénurie de matières premières, les difficultés d'approvisionnement et l'inflation galopante*. »

Autre élément déterminant : l'entrée en vigueur de l'outil... Scope 3, c'est-à-dire la prise en compte (notamment) des déchets d'activité au titre des émissions indirectes de CO2 dans le bilan carbone des entreprises de plus de 500 salariés, des collectivités territoriales de plus de 50.000 habitants et des établissements publics de plus de 250 agents.

Enfin, les jeunes générations de chefs d'entreprise sont également plus sensibles à la lutte contre le gaspillage. Résultat : la jeune start-up, créée en juin 2021, a démarré fort en s'appuyant sur plusieurs partenaires dont le groupe Septeo et Sofradam. En juin, elle a remporté l'un des 24 trophées remis lors de la dernière édition de concours national « Graines de Boss ». Ce qui a encore accru sa visibilité nationale.

Autre référence : l'hôtel Pullman Montpellier Centre, propriété de FSH (Elancia) et franchise du groupe Accor, en plein chantier de rénovation. Le site ferme pendant six mois pour une refonte « *des 88 chambres, de l'ameublement et de la literie, pour rester le quatre-étoiles de référence de la ville* », explique Marie-Anne Fouchet, directrice. Avec un changement par rapport à la précédente rénovation, en 2011 : cette

fois, la plupart des mobiliers transportés n'iront pas à la benne. Scop 3 (neuf salariés) permet la réutilisation de 500 équipements : 70 % font l'objet de dons à des associations, et 30 % sont vendus à des acteurs privés locaux.

■ **Kloovis, l'économie circulaire dans le bâtiment**

L'économie circulaire entre également de plain-pied dans le secteur du bâtiment, avec Kloovis, place de marché dédiée à l'univers de la construction et du bricolage. Créée à Vendargues par Nicolas Comont et Mickaël Samama, avec le concours d'Union Matériaux et d'actionnaires locaux, cette plateforme en ligne écoule matériaux, surplus de chantiers et invendus, et des outils de seconde main, en mettant en relation les professionnels et les particuliers.

Lancée en mai dernier Kloovis bénéficie, elle aussi, d'un terrain favorable. Depuis 2020, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets du BTP sont imposés au secteur à hauteur de 70 %. S'ajoute également pour elle la conjoncture. Entre pénurie de matériaux et flambée des prix, vendeurs et acheteurs se précipitent.

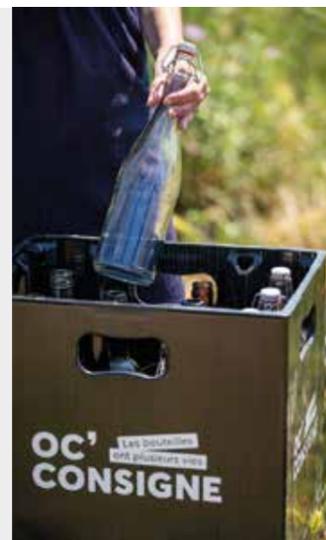
Bien qu'elle ait des concurrentes dans plusieurs grandes villes de France, Kloovis ambitionne de couvrir toute la France. Pour ce faire, elle dispose d'une structuration financière solide, avec un capital social de 500.000 €, à même de rassurer des majors comme BigMat ou Point P Occitanie.

Oc'Consigne collecte les bouteilles en verre lavables

Le réemploi, une solution plus écologique que le recyclage ? Sans aucun doute. Oc'Consigne en fait la démonstration. Constituée en SCOP, l'entreprise crée une filière de réemploi des emballages et bouteilles en verre, qui s'articule autour de points de collecte et d'une unité de lavage. La jeune société mobilise donc professionnels (vignerons, brasseurs, producteurs de jus de fruits...) et magasins, en développant avec eux et les distributeurs un modèle de collecte volontaire ou avec consigne des contenants en verre. Elle propose ainsi une prestation de service de

lavage avec revente des emballages lavés en faisant preuve de sobriété sur l'eau et l'énergie utilisées. Son modèle économique et social étant posé, Oc'Consigne, qui emploie huit personnes, prépare désormais son emménagement dans 600 m² de locaux à Lattes où elle posera ses machines. À ce jour, elle dispose déjà d'une cinquantaine de points de collecte et une quarantaine de producteurs, locaux ou nationaux, sont engagés dans sa démarche de réemploi dans un rayon de 150 km autour de Montpellier. Ce n'est qu'un

début, car sa solution est ingénieuse, le recyclage n'étant pas neutre en termes de prélèvement des ressources et d'émissions de CO2. « *Pour en fabriquer de nouvelles, les bouteilles sont refondues, puis il faut y ajouter à nouveau du sable* », rappelle Sophie Graziani-Roth, l'une des cofondatrices de la coopérative qui ajoute : « *ainsi, comparativement au recyclage, le réemploi permet d'économiser 100 % de sable, 79 % d'énergie, 51 % d'eau et 76 % d'émissions de CO2* ».



Durand Récupération allie art et ferraille

Du conte de fée à l'enquête policière : chez Durand Récupération, un mystérieux portrait découvert sur un train recyclé a abouti à la création d'un nouveau festival de street-Art à Nîmes.



Près de deux mois après la première édition de sa toute nouvelle manifestation dédiée au Street-Art (Dé)Raille sur le site de son entreprise nîmoise de recyclage, les 24 et 25 septembre dernier, la directrice générale de Durand Récupération savoure un instant avant de reprendre son élan. « Près de 2.000 visiteurs sont venus jusqu'ici, dans la zone industrielle de Saint-Césaire, partager des moments privilégiés et des séances de dédicaces avec les artistes, tout en découvrant notre métier de ferrailleurs et le rôle que nous jouons dans la décarbonation de l'industrie », se félicite Béatrice Durand, arrière-petite-fille du fondateur de l'entreprise familiale créée en 1902.

Une affluence remarquable pour ce nouvel événement culturel, né du fruit du hasard et d'un attrait historique de la famille Durand pour l'art. En effet, le grand-père des actuels dirigeants, Brigitte et son frère Didier, sauve déjà plusieurs statues destinées à être fondues par les Allemands, pendant la Seconde Guerre mondiale. Grâce à son métier de ferrailleur, il remplace notamment la « Mireille » des Saintes-Maries-de-la-Mer par son poids en cuivre pour la cacher des occupants, avant de la rendre à la ville après la guerre. En 1989, c'est au tour de son fils, Yves, d'accueillir

l'artiste César, venu réaliser l'une de ses fameuses compressions de carrosseries de voitures sur le site de Saint-Césaire. L'oeuvre est toujours exposée au Carré d'Art de Nîmes.

« De friche industrielle à friche artistique »

Une tradition perpétuée par l'actuelle DG de l'entreprise familiale. Pour Brigitte Durand, la genèse du festival (Dé)Raille débute par une extraordinaire coïncidence. En août 2020, en ôtant la bâche d'un wagon de train destiné à être recyclé, l'un des grutiers de l'entreprise tombe nez-à-nez avec le visage coloré d'une femme peint sur le fond de la voiture ! « Son regard disait "ne me détruit pas !" C'était tellement incroyable que nous l'avons baptisée du nom de Viviane, la fée qui donne Excalibur à Merlin », raconte la dirigeante, les yeux brillants. Fascinée par l'oeuvre, celle-ci retrouve finalement, grâce aux réseaux sociaux, son auteur « Alber », un artiste Bordelais qui l'avait

réalisée en 2018. Leur rencontre lors d'un vernissage à Paris devient le point de départ de (Dé)Raille. « Rapidement, une dizaine d'artistes français, mais aussi étrangers, passionnés par l'univers des trains et celui de la Beat génération de Kerouac, ont voulu découvrir notre site, reprend Brigitte Durand. Pendant près d'un an, ils sont venus à plusieurs reprises sur place, en résidence, afin de réaliser une fresque monumentale d'une tonne chacun ». Ces oeuvres et d'autres petits formats ont été acquis par des mécènes et entreprises locales pendant le festival cet été.

Cette histoire d'amour entre la ferrailleuse et l'art urbain n'est pas près de prendre fin. Une deuxième saison de (Dé)Raille est déjà programmée pour le mois de septembre 2023, avec de nouveaux artistes et graffeurs. Alors qu'elle vient d'acquiescer un nouveau terrain contigu à celui de son entreprise en vue de son agrandissement, Béatrice Durand envisage déjà d'y installer « un tiers-lieu d'exposition, un futur musée de la ferraille ou du recyclage », imagine-t-elle.

Chiffres clés

- > L'entreprise est passée de **40.000 T** de déchets métalliques recyclés, à 50.000 T en 2021, ce qui représente 2.000 camions et 5 tours Eiffel!
- > Durand Récupération emploie **19** personnes.
- > Elle a investi l'année dernière près de **2 M€** dans une nouvelle cisaille dernière génération, ainsi que plusieurs bennes et camions modernes.



VIGLAMO

« FAIRE VIVRE UNE EXPÉRIENCE SUR MESURE »

Né à Céret, et désormais Sorédien, Hadrien Colomer est à 28 ans, l'heureux directeur commercial et marketing du Domaine Viglamo, sur la presqu'île de La Franqui.



Le « glamping » Le Viglamo a ouvert ses portes en 2019.

Tombé amoureux de La Franqui pour son spot de sports de glisse mondialement connu, et pour la beauté du lieu, le hollandais Sjoerd Bijkerk a souhaité y importer le concept de « Glamping » en 2019.

En 2021, Hadrien Colomer intègre l'équipe en tant que responsable communication, puis occupe rapidement le poste qu'on lui connaît. « Il y a vraiment une osmose entre le lieu, l'équipe et les résidents. Un côté très humain se dégage pour une symbiose complète. Ici, on appelle ça les woodvibes. Même les clients ressentent cette énergie très positive. Ça ne s'explique pas, c'est un ressenti. C'est ce qui me donne tous les matins l'envie de me lever et d'y aller », sourit le directeur. Unique et atypique, le domaine souhaite être un moteur pour le bassin économique et culturel du littoral de la Franqui et de Leucate. Avec son concept de « glamping », entendez camping et glamour, le domaine s'oriente autour de cinq solides valeurs. La première : le respect de l'environnement et l'intégration paysagère du locatif. « Tous nos lodges sont réalisés en bois français, c'est ce qui fait le charme et le côté atypique du lieu situé sur une presqu'île, en plein milieu de la nature. » Deuxième valeur : toutes les installations

sont élaborées en matériaux nobles (plastique et matières retravaillées limitées), permettant de mettre en lumière la troisième valeur du domaine : l'originalité et l'insolite des logements. Quatrième valeur : la mise en avant du patrimoine local. « C'est-à-dire de mettre en avant le patrimoine local au travers des salaires, dans le but de créer un moteur économique et une source d'emplois pour les habitants de la commune et du département. » Dernière valeur, « et une des plus importantes » : la très haute qualité de service. « Nous sommes sur un domaine de cinq hectares avec 152 emplacements dont 33 pour les camping-cars et caravanes, et 119 locatifs. Sur une zone d'une telle ampleur, habituellement on retrouve plutôt 300 emplacements. Nous avons décidé de privilégier l'espace, la qualité et le confort de chacun au-delà de la quantité. C'est ce qui

nous permet de pouvoir créer une expérience sur mesure et un accompagnement individuel de la réservation jusqu'à la fin de séjour. » Ouvert toute l'année, le Domaine est doté d'un espace bien-être et fitness, d'un hammam, d'un jacuzzi extérieur, de deux bassins chauffés (de nage et ludique), d'une épicerie comprenant des produits locaux et d'un club enfant l'été. Le Domaine est situé à 300 mètres de la plage. « Le domaine à un accès au spot de kitesurf et de sports de glisse mondialement connu. » Et pour parachèver l'expérience avec bon goût, le domaine possède un restaurant bistronomique surnommé Le VB. Situé à l'ombre des pins du domaine, le Viglamo Beach est ouvert tous les jours en haute saison et les week-ends d'octobre à avril, et met à l'honneur les produits locaux aux saveurs méditerranéennes.

Le domaine possède un restaurant bistronomique, le Viglamo Beach.



Hadrien Colomer
Directeur commercial et marketing
chez Viglamo



Viglamo
Domaine Presqu'île La Franqui
Chemin des Coussoules
11 370 La Franqui
04 68 45 74 93
Instagram : @viglamo

EN CHIFFRES

5*
au classement de la fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA)

12 salariés
152 emplacements
1 restaurant bistronomique

2
bassins chauffés et jacuzzis
1 espace bien-être



TU VEUX AGIR POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
ET L'ENVIRONNEMENT ?

TU ES PRÊTE À TE FORMER OU CRÉER UNE ACTIVITÉ
DANS LE BTP OU L'AGRICULTURE ?

TU ES DEMANDEUR·SE D'EMPLOI ET ÂGÉ·E DE 18/29 ANS ?

**La Région Occitanie t'accompagne
dans ta formation ou ta création d'entreprise verte !**

“ **Aujourd'hui**, grâce au Revenu Écologique Jeunes, les nouvelles générations se forment plus facilement, créent de l'activité et de l'emploi dans l'économie verte.



Carole Delga
Présidente
de la Région Occitanie

✓ **Grâce au Revenu Écologique Jeunes**, tu peux recevoir jusqu'à 1000 € d'aide mensuelle (selon conditions de ressources et âge).

✓ **Plus de 1 000 formations sont déjà ouvertes dans le secteur du BTP et de l'agriculture !** Labellisés par la Région Occitanie, des accompagnateurs t'aideront dans ton projet de création ou de reprise d'entreprise verte.



N° Vert 0 800 00 70 70

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

laregion.fr/Revenu-Ecologique-Jeunes

